



United Nations  
Educational, Scientific and  
Cultural Organization

Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

# Patrimoine mondial

# 40COM

WHC/16/40.COM/5A  
Paris, 27 mai 2016  
Original : anglais

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE  
ET LA CULTURE**

**CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION DU  
PATRIMOINE MONDIAL, CULTUREL ET NATUREL**

**COMITÉ DU PATRIMOINE MONDIAL**

**Quarantième session**

**Istanbul, Turquie  
10-20 juillet 2016**

**Point 5 de l'ordre du jour provisoire : Rapports du Centre du patrimoine  
mondial et des Organisations consultatives**

**5A : Rapport du Centre du patrimoine mondial sur ses activités et la mise en  
œuvre des Décisions du Comité du patrimoine mondial**

## **RÉSUMÉ**

Ce document présente, de manière synthétique, les résultats des activités menées à bien par le Centre du patrimoine mondial ainsi que les résultats obtenus suite à la mise en œuvre des décisions et des objectifs stratégiques du Comité du patrimoine mondial depuis sa 39<sup>e</sup> session (Bonn, 2015), notamment pour les activités qui ne sont pas couvertes par les autres documents de travail et d'information préparés pour la 40<sup>e</sup> session. Des informations complémentaires sur toutes les activités du Centre du patrimoine mondial sont disponibles à l'adresse <http://whc.unesco.org/fr/activites/>.

***Projet de décision : 40 COM 5A***, voir Point VII.

## **I. INTRODUCTION**

1. Ce document présente les principales activités menées à bien par le Centre du patrimoine mondial et leurs résultats depuis la 39e session du Comité du patrimoine mondial (Bonn, 2015). Il suit le format requis par la 37e session du Comité du patrimoine mondial (Phnom Penh, 2013) afin de mieux refléter les Résultats escomptés, tels que définis dans le programme et budget approuvés pour les 37 et 38 C/5, 2014-2017.
2. Le rapport comporte une partie narrative complétée par un tableau et quatre annexes. La partie narrative présente la structure actuelle du Centre du patrimoine mondial et les progrès accomplis par rapport aux résultats définis par les 37 et 38 C/5. Le tableau (point VI) recense les activités entreprises pour atteindre les « 5 C » (crédibilité, conservation, renforcement des capacités, communication et communautés) ainsi que les résultats obtenus. L'Annexe 1 présente l'état de la mise en œuvre des décisions adoptées par la 39e session. L'Annexe 2 recense les réunions portant sur le patrimoine mondial. Un rapport sur l'utilisation de l'emblème du patrimoine mondial figure à l'Annexe 3. L'Annexe 4 propose un inventaire des partenariats du patrimoine mondial.

## **II. OBLIGATIONS, STRUCTURE ET COMPOSITION DU CENTRE DU PATRIMOINE MONDIAL**

3. Le Centre du patrimoine mondial (ci-après dénommé « le Centre » ou « le Secrétariat ») est dirigé par un Directeur (D-2), également responsable de la Division du patrimoine. Le Directeur adjoint de la Division du patrimoine est en cours de recrutement. Le Centre comporte une unité de Politique et Réunions statutaires et cinq unités régionales responsables des biens du patrimoine mondial en Afrique, en Amérique latine-Caraïbes, en Asie-Pacifique, dans les États arabes, et en Europe et Amérique du Nord. Suite à une restructuration du secteur de la Culture, l'Unité administrative du Centre a été fusionnée avec l'Unité administrative du Secteur de la Culture. Des points focaux dédiés du Centre du patrimoine mondial sont également intégrés à la structure. L'Unité des Services communs aux Conventions (CCS) offre un soutien logistique à toutes les conventions culturelles, y compris la Convention du patrimoine mondial.
4. Le Centre comprend actuellement 26 postes établis financés au titre du Programme ordinaire : un poste de Directeur (couvrant aussi la Division du patrimoine), un poste de Directeur adjoint (en cours de recrutement), 16 postes de Professionnels et 8 postes de Services généraux. En outre, 33 postes sont financés par des ressources extrabudgétaires/en nature (y compris des engagements au titre de projets, des détachements, des experts associés, un prêt à titre gracieux) dont 3 postes sont affectés à l'Unité Administrative (CLT/AO) et 3 postes à l'unité des Services Communs aux Conventions (CLT/CCS). Six de ces positions sont financées grâce au généreux soutien fourni par les États parties de d'Allemagne, de Chine, de Finlande, du Japon, de la République de Corée et de la Turquie via des détachements et des JPO/Experts Associés. Il convient de noter que, bien que le poste de Directeur adjoint est formellement inclus dans les effectifs du Centre, l'intitulé exact de ce poste est Directeur adjoint de la Division du patrimoine, et que ses responsabilités couvrent également toutes les autres Conventions relevant de la Division du patrimoine, ainsi que l'Unité d'urgence et de préparation aux risques.

5. Le document WHC/16/40.COM/15 propose des informations détaillées sur les comptes définitifs du Fonds du patrimoine mondial en 2014-2015 et la mise en œuvre du Fonds du patrimoine mondial pour l'exercice biennal 2016-2017.

### III. RÉSULTAT ESCOMPTÉ

6. Les activités du Centre du patrimoine mondial viennent en soutien de la la Stratégie à moyen terme (2014-2021), du Programme et du budget approuvé pour 2014-2017 (37 et 38C/5) et de l'axe d'action (1) « Protéger, conserver, promouvoir et transmettre la culture et le patrimoine et recourir à l'histoire aux fins du dialogue et du développement », qui comprend le résultat escompté : « **Identification, protection, suivi et gestion durable du patrimoine matériel par les États membres, notamment par la mise en œuvre effective de la Convention de 1972** ».
7. Le résultat escompté a six indicateurs de performance (IP) :
  - IP 1 Soutien des organes directeurs de la Convention de 1972 par l'organisation efficace de leurs réunions statutaires ;
  - IP 2 Nombre de biens du patrimoine mondial où les capacités du personnel sont renforcées, notamment en collaboration avec des instituts et centres de catégorie 2 ;
  - IP 3 Nombre d'États parties qui élaborent ou révisent des Listes indicatives et pourcentage de dossiers de candidatures conformes aux conditions prescrites ;
  - IP 4 Nombre de biens du patrimoine mondial qui contribuent au développement durable ;
  - IP 5 Nombre de parties prenantes contribuant à la conservation, aux priorités thématiques et à la sensibilisation ;
  - IP 6 Nombre de biens du patrimoine mondial où la contribution équilibrée des femmes et des hommes à la conservation est avérée.
8. Une attention particulière est portée aux deux priorités de l'UNESCO, l'Afrique et l'égalité hommes-femmes, dans toutes les activités du Secrétariat.

#### **Indicateur de performance 1 : Réunions statutaires**

9. La Convention du patrimoine mondial a été ratifiée par 191 États parties. Deux pays supplémentaires, le Soudan du Sud et le Timor-Leste, ont entamé des démarches internes de ratification de la Convention. Leurs instruments de ratification devraient être déposés sous peu.
10. Le Centre a assuré l'organisation de la 39e session du Comité du patrimoine mondial (Bonn, 2015). Quarante-et-un documents (32 documents de travail et 9 documents d'information) ont été préparés par le Secrétariat et envoyés le 15 mai 2015, conformément au délai statutaire de six semaines, puis les 29 mai et 22 juin 2015.
11. À l'occasion de la 39e session du Comité, le groupe de travail sur la révision des *Orientations* a discuté d'un projet de révision important des *Orientations* ainsi que des conclusions du Groupe de travail ad hoc sur les méthodes de travail pour l'évaluation et le processus de prise de décision relatif aux propositions d'inscriptions, établi par la 38e session du Comité du patrimoine mondial. La 39e session du Comité a donc révisé les *Orientations* ainsi que le Règlement intérieur du Comité du patrimoine mondial. Le groupe de travail sur le budget a discuté des questions de durabilité du Fonds du patrimoine mondial.

12. Vingt-quatre nouveaux biens ont été inscrits sur la Liste du patrimoine mondial et 141 rapports sur l'état de conservation des biens ont été examinés.
13. Les décisions adoptées par le Comité du patrimoine mondial ont été mises en ligne le 17 juillet 2015 à l'adresse suivante : <http://whc.unesco.org/fr/sessions/39COM/>. Les résumés des interventions et l'enregistrement vidéo de la session sont également disponibles sur le site internet du Centre.
14. Les décisions **39 COM 11** et **39 COM 13A** du Comité du patrimoine mondial prolongent le mandat du groupe de travail ad hoc coordonné par la Turquie, pour discuter du Paragraphe 61 et de la durabilité du fonds du patrimoine mondial.
15. Le Comité a également décidé d'organiser sa 40e session à Istanbul (Turquie) et a élu son Président.
16. Le Centre a organisé la 20e session de l'Assemblée générale au Siège de l'UNESCO du 18 au 20 novembre 2015. Préalablement à cette session, le Centre a organisé une session d'information pour les États parties le 25 septembre 2015 sur l'application du Règlement intérieur de l'Assemblée générale concernant l'élection des membres du Comité, suite à l'amendement de la 1e session extraordinaire de l'Assemblée générale en 2014. L'Assemblée générale, à sa 20e session, a élu neuf nouveaux membres du Comité : l'Angola, l'Azerbaïdjan, le Burkina Faso, Cuba, l'Indonésie, le Koweït, la République-Unie de Tanzanie, la Tunisie et le Zimbabwe, élus conformément au Règlement intérieur amendé concernant la représentation culturelle et géographique équitable au Comité du patrimoine mondial avec une attribution des sièges par région (suivant les groupes électoraux de l'UNESCO). Les résolutions adoptées par la 20e session de l'Assemblée générale peuvent être consultées à l'adresse <http://whc.unesco.org/fr/sessions/20ga/?resolutions/=&>.
17. Le Centre a également organisé la 11e session extraordinaire du Comité au siège de l'UNESCO le 19 novembre 2015. Les documents de travail et décisions adoptées à cette occasion peuvent être consultés à l'adresse <http://whc.unesco.org/fr/sessions/11EXTCOM/>.
18. En organisant des sessions d'orientation pour les membres du Comité et des réunions d'information pour tous les États parties, le Centre continue à renforcer la préparation des membres du Comité et des États parties pour les sessions du Comité (décision **35 COM 12B**) et à leur permettre de mieux comprendre des questions telles que la valeur universelle exceptionnelle et les principales procédures statutaires telles que le processus d'inscription, le suivi réactif et les questions de procédure). La première session d'orientation, conduite par le Président de la 40e session, a été organisée le 18 février 2016, et une autre session est prévue pour le 10 juillet 2016. Une réunion d'information sur la 40e session du Comité du patrimoine mondial se tiendra le 14 juin 2016.

#### **Indicateur de performance 2 : renforcement des capacités**

19. Des activités de renforcement des capacités ont été organisées dans toutes les régions. En Afrique, le partenariat entre le Centre du patrimoine mondial et le Fonds pour le patrimoine mondial africain (AWHF, un Centre de catégorie 2 de l'UNESCO) a été renforcé avec la proclamation du 5 mai comme journée du patrimoine mondial africain et la célébration du 10e anniversaire de la création de l'AWHF. Plusieurs activités régionales de renforcement des capacités ont été menées à bien sur l'ensemble du continent, couvrant des ateliers de préparation aux risques de catastrophes, des ateliers sur les propositions d'inscriptions ou des ateliers sur l'esprit d'entreprise dans les biens africains du patrimoine mondial.
20. Le Centre, avec l'appui du Gouvernement flamand, a organisé une activité de renforcement des capacités axée sur le tourisme durable dans quatre biens naturels africains. La formation a été proposée aux gestionnaires de sites et autres acteurs

du tourisme sur trois sites naturels du patrimoine mondial africain : Mosi-oa-Tunya/Chutes Victoria (Zambie et Zimbabwe), Parc Maloti-Drakensberg (Afrique du Sud et Lesotho) et Parc national du lac Malawi (Malawi). Une série d'ateliers ont été organisés à partir d'un kit d'outils spécialement conçu pour développer des stratégies de tourisme durable pour les biens du patrimoine mondial ; ce projet a abouti à des stratégies et des plans d'actions pour le tourisme durable. Le tourisme sur la Zone de conservation de Ngorongoro (République-Unie de Tanzanie) est évalué dans ce contexte. Le Fonds pour le patrimoine mondial africain et le Bureau de l'UNESCO à Harare ont appuyé la mise en œuvre du projet.

21. Des activités de formation et de renforcement des capacités ont été organisées pour aider les États parties de la région Asie-Pacifique dans la mise en œuvre la Convention. Une réunion régionale sur la proposition d'inscription transnationale en série de la Route de la soie s'est tenue à Almaty (Kazakhstan) en novembre 2015. Les participants y ont adopté l'Accord d'Almaty pour faire avancer la proposition d'inscription transnationale en série pour la Route de la soie sur la Liste du patrimoine mondial. Une réunion sur le Pacifique a été organisée à Suva (Fidji) en décembre 2015 pour revenir sur le Plan d'action pour le patrimoine mondial du Pacifique (2010-2015), pour développer et approuver le prochain Plan d'action régional pour le patrimoine mondial du Pacifique (2016-2020), et pour renforcer la coopération régionale dans le cadre du Réseau du patrimoine mondial du Pacifique. Cette réunion a intégré une composante de renforcement des capacités, et plusieurs thématiques ont été présentées et débattues par des experts et des partenaires régionaux, telles que la conservation et la gestion des sites, le changement climatique, la préparation aux risques et le tourisme durable.
22. Le Centre a lancé plusieurs activités de renforcement des capacités aux niveaux régional et national dans la région des États arabes, dont des activités menées à bien en coopération avec les bureaux hors-siège, le Centre régional arabe pour le patrimoine mondial (un centre de catégorie 2 de l'UNESCO) et les Organisations consultatives. Ces activités sont essentielles pour renforcer les capacités des institutions nationales à mettre en œuvre la Convention du patrimoine mondial, celles des fonctionnaires et professionnels nationaux à conserver et gérer les sites du patrimoine mondial, ainsi que pour les communautés locales, notamment dans les pays affectés par les conflits.
23. S'agissant de la région Europe et Amérique du Nord, les stratégies de renforcement des capacités régionales pour l'Europe centrale, de l'Est et du Sud-Est sont testées dans le cadre d'un accord de projet entre le Centre et les autorités géorgiennes. L'objectif consiste à renforcer la capacité institutionnelle et technique des pouvoirs publics et des collectivités locales, y compris le développement des capacités des ministères et municipalités à identifier les sites exceptionnels et à protéger les sites géorgiens déjà inscrits sur la Liste du patrimoine mondial. Ce projet doit assurer une planification à long terme et le renforcement des mécanismes de gestion nécessaires pour répondre aux questions de protection durable du patrimoine et aux futurs besoins en matière de développement. Il servira de modèle aux futures activités de renforcement des capacités dans la région.
24. Par ailleurs, la collaboration entre le Centre et l'Institut du patrimoine russe a été renforcée pour développer les capacités des gestionnaires de sites et des communautés locales de la région. Les autorités russes ont proposé la création, à Moscou, d'un centre de catégorie 2 pour le patrimoine mondial afin de renforcer la capacité du personnel attaché aux biens du patrimoine mondial, des autres acteurs du patrimoine mondial, des jeunes et des communautés.
25. Le Centre a également soutenu les bureaux hors-siège sur les problématiques liées au patrimoine urbain ou aux paysages culturels et a participé aux projets de

renforcement des capacités organisés par les bureaux hors-siège tels que le projet « Atelier de renforcement des capacités de gestion des sites désignés par l'UNESCO : sites du patrimoine mondial et réserves de biosphère », organisé par le Bureau de Venise.

26. En Amérique latine et aux Caraïbes, le Centre a mené à bien une mission de soutien technique du Centre Luis Costa de renforcement des capacités et gestion patrimoniale de catégorie 2, sous les auspices de l'UNESCO à Rio de Janeiro (Brésil, décembre 2015), afin de développer un module pilote de mise en œuvre de la stratégie de renforcement des capacités pour le patrimoine mondial sud-américain.
27. Enfin, le Centre a organisé, aux Galápagos, en juillet 2015, un atelier sur le respect des règles de pêche pour les gestionnaires du Parc national des Galápagos, du Sanctuaire de faune et de flore de Malpelo et du Parc national de l'île Cocos. L'objectif consistait à partager les meilleures pratiques, à renforcer la capacité globale des sites à respecter les règles de pêche et à renforcer le sentiment de communauté parmi les gestionnaires de sites.

### **Indicateur de performance 3 : Propositions d'inscriptions**

28. À l'occasion de sa 39e session (Bonn, 2015), le Comité a inscrit 24 nouveaux biens sur la Liste du patrimoine mondial : 23 biens culturels et un bien mixte. Il a également approuvé l'extension de trois biens déjà inscrits. Parmi les nouveaux biens inscrits, sept sont des paysages culturels, portant à 95 le nombre de biens reconnus comme des paysages culturels sur la Liste du patrimoine mondial, soit 9% des biens inscrits.
29. Sur 27 inscriptions (24 nouveaux biens et trois extensions), sept (soit 25%) se trouvent sur le territoire des membres actuels du Comité. Six propositions d'inscriptions ont été renvoyées et trois ont été différées. Deux propositions d'inscriptions ont été retirées. Dans plusieurs cas, les recommandations des organisations consultatives n'ont pas été suivies :
  - Cinq renvois ont abouti à une inscription
  - Quatre examens différés sont devenus des renvois
  - Une non-inscription s'est traduite par un examen différé
30. Au cours de la 39e session du Comité du patrimoine mondial, aucun bien de la région Afrique n'a été inscrit, tandis que deux biens ont été inscrits pour la région des États arabes, sept pour la région Asie-Pacifique, douze pour la région Europe et Amérique du Nord et trois pour la région Amérique latine-Caraïbes.
31. Les États parties de la Jamaïque et Singapour ont obtenu une première inscription sur la Liste du patrimoine mondial.
32. Suite aux décisions concernant l'état de conservation des biens inscrits sur la Liste et aux décisions relatives aux propositions d'inscriptions sur la Liste du patrimoine mondial, le Comité a décidé d'inscrire trois biens sur la liste du patrimoine mondial en péril :
  - Hatra (Iraq)
  - Vieille ville de Sana'a (Yémen)
  - Ancienne ville de Shibam et son mur d'enceinte (Yémen)

Dans le même temps, le Parc national de Los Katíos (Colombie) a été retiré de la Liste du patrimoine mondial en péril. Quarante-huit biens sont donc actuellement inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril.

33. La Liste du patrimoine mondial compte actuellement 1 031 biens, dont 802 biens culturels, 197 biens naturels et 32 biens mixtes.
34. Suite à la 39e session du Comité du patrimoine mondial, qui n'a vu l'inscription d'aucun bien de la région Afrique sur la Liste du patrimoine mondial, le Centre a organisé plusieurs réunions de travail avec les Organisations consultatives concernées et le Fonds pour le patrimoine mondial africain (AWHF) pour étudier comment il serait possible d'organiser et d'harmoniser le soutien apporté en amont aux États parties. Ces consultations ont abouti à une réunion, le 9 septembre 2015, pour clarifier le rôle et la responsabilité du Centre du patrimoine mondial, des Organisations consultatives et de l'AWHF afin d'améliorer le soutien en amont. Il a également été décidé que le Centre du patrimoine mondial organiserait une consultation annuelle et faciliterait la préparation d'un cadre de référence pour les partenariats afin d'améliorer le processus amont dans la région. Suite à ces efforts, un seul dossier de proposition d'inscription sur les six présentés jusqu'en février 2016 (Afrique du Sud, Angola, Bénin, Érythrée, Ghana, Tchad) a été jugé incomplet. Deux Listes indicatives ont été actualisées pour la région Afrique.
35. Le Centre continue à mettre l'accent sur le soutien aux États parties dans les processus de mise à jour des Listes indicatives et dans l'élaboration des dossiers de proposition d'inscription pour les biens de la région arabe, notamment pour le patrimoine naturel et le patrimoine sous-représenté. L'assistance est axée sur les aspects techniques de la préparation du dossier de proposition d'inscription et met également en avant l'utilité du processus pour recueillir des informations, réunir les parties prenantes et servir de base à une conservation efficace et durable des biens inscrits. Plusieurs sites, parmi lesquels Casablanca (Maroc), Sanganeb et Dungonab (Soudan) et Abraj Al Kuwait (Koweït) ont bénéficié de cette assistance. S'agissant de patrimoine sous-représenté, l'Unité des États arabes développe également, depuis juillet 2012, une initiative de sauvegarde du patrimoine moderne et a organisé une conférence internationale au Koweït, en décembre 2015, sur la conservation du patrimoine urbain, en mettant l'accent sur le rôle de la Recommandation concernant le paysage urbain historique (HUL, 2011) dans la sauvegarde du patrimoine moderne des États arabes.

#### **Indicateur de performance 4 : Développement durable**

36. La 20e session de l'Assemblée générale des États parties a adopté la politique sur l'intégration d'une perspective de développement durable dans les processus de la Convention du patrimoine mondial (Résolution **20 GA 13**), ci-après dénommée politique WH-SD, qui a été développée au cours des dernières années. Elle a été présentée et adoptée, sur le principe, par la 39e session du Comité, commentée par tous les États parties et alignée sur les lignes directrices du Programme pour 2030 adopté en septembre 2015, avant d'être présentée à la 20e session de l'Assemblée générale.
37. La mise en œuvre opérationnelle de la politique WH-SD suppose une action concertée de tous les acteurs du patrimoine mondial. La prochaine étape consistera à réviser les *Orientations* pour traduire les principes exprimés dans la politique en procédures opérationnelles et à développer des programmes et outils de renforcement des capacités. Toutefois, conformément à la Résolution 20 GA sus-mentionnée, la discussion sur ce point ne se fera que lorsque la 40e session aura clarifié la portée et la structure des futures Orientations de politique générale (voir document *WHC/16/40.COM/12*).
38. Le document *WHC/16/40.COM/5C* propose une liste plus détaillée d'activités de mise en œuvre de la politique WH-SD.
39. Le Centre du patrimoine mondial organise, avec l'appui de la République-Unie de Tanzanie et de République populaire de Chine, une conférence internationale sur

« La sauvegarde du patrimoine mondial africain, moteur de développement durable » à Arusha (Tanzanie) du 31 mai au 3 juin 2016. Cette conférence abordera les questions liées à la conservation et à la protection du patrimoine mondial en Afrique, au développement rapide et à la nécessité d'intégrer le développement durable aux politiques nationales.

40. Par ailleurs, une exposition intitulée « Le patrimoine mondial africain : un moteur du développement » a été organisée au Siège de l'UNESCO du 12 au 31 mai 2016 pour sensibiliser à la valeur ajoutée apportée par la conservation du patrimoine au développement durable en Afrique.
41. Le projet « Initiatives pour le développement durable et implication communautaire dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial », financé avec le Fonds-en-dépôt de la République de Corée, a été lancé au Pakistan et au Bangladesh pour revitaliser des artisanats lucratifs au sein des communautés locales, dans le cadre d'activités de conservation du patrimoine mondial. Deux biens du patrimoine mondial ont été choisis, avec le donateur, pour ces projets pilotes : les « Ruines du Vihara bouddhique de Paharpur » (Bangladesh), où le projet est mis en œuvre par le Bureau de l'UNESCO à Dhaka, et les « Monuments historiques à Makli, Thatta » (Pakistan), où le projet est conjointement mis en œuvre par le Centre du patrimoine mondial et le Bureau de l'UNESCO à Islamabad, en coopération avec les autorités du Sind et la Fondation du patrimoine au Pakistan. Avec l'appui d'experts céramistes internationaux, ce projet vise à développer les capacités locales et à améliorer la qualité des carreaux vernissés et des céramiques destinés aux projets de conservation, dont la production devrait générer des revenus importants pour les communautés d'artisans vivant sur et autour des biens.
42. Dans le cadre de la deuxième phase (2014-2017) du projet « Renforcement de la conservation et de la gestion Lumbini, lieu de naissance du Bouddha, bien du patrimoine mondial (Népal) », financé par les Fonds-en-dépôt UNESCO/Japon, la réunion du Comité international de pilotage pour Lumbini s'est tenue en avril 2016 a été organisée conjointement par les autorités népalaises et l'UNESCO. Elle a permis la rencontre entre des responsables du gouvernement népalais, des représentants des autorités locales, des experts internationaux, des représentants de l'UNESCO et du pays donateur, des ONG et des représentants de la communauté bouddhiste de Lumbini et de Kathmandu. Ouverte par la directrice générale de l'UNESCO, dans le cadre de sa visite officielle au Népal, la réunion devait identifier des solutions pour mettre en place une approche holistique de la gestion des biens et lier les impératifs de préservation et les besoins de développement.
43. Dans la région des États arabes, le Centre et le Secteur des sciences naturelles de l'UNESCO ont organisé en décembre 2015 une rencontre régionale sur les difficultés institutionnelles de gestion du patrimoine naturel dans les États arabes. L'objectif de la réunion consistait à sensibiliser au patrimoine naturel dans la région et à mobiliser l'appui institutionnel à la protection et à la gestion. Les participants à la réunion, partenaires institutionnels, acteurs publics et ONG des États arabes, ont recommandé de profiter de la COP 22 (qui se tiendra du 7 au 18 novembre 2016 au Maroc) pour obtenir un engagement ministériel régional sur le patrimoine naturel.
44. Le Centre a également organisé une réunion régionale pour renforcer le rôle des communautés locales dans la gestion et la conservation des sites du patrimoine mondial dans les États arabes, au Parc national du Banc d'Arguin (Mauritanie) du 27 au 29 mars 2016. Organisée en collaboration avec le Parc national du banc d'Arguin, la réunion visait à sensibiliser au projet WH-SD et à renforcer la participation effective et active des communautés locales à la gestion, la promotion

et la protection des biens naturels et culturels dans une perspective de développement durable.

45. En 2016, le Centre du patrimoine mondial, en collaboration avec le Comité international de Qhapaq Ñan, lancera la mise en œuvre du projet transnational de soutien au renforcement de la structure de gestion participative de Qhapaq Ñan, réseau de routes andin. Regroupant six États parties (Argentine, Bolivie, Chili, Colombie, Équateur et Pérou), ce projet vise une conservation et une gestion durables du bien du patrimoine mondial « Qhapaq Ñan, réseau de routes andin ». Le projet s'articule autour de deux principaux axes d'intervention : (i) le développement de systèmes de suivi de l'état de conservation du bien, de son intégrité, de sa gestion et de la préparation aux risques ; (ii) le renforcement des capacités des acteurs locaux et nationaux à gérer et utiliser le bien, le développement des études d'impact sur le patrimoine, la conservation des structures de terre et de pierres, et l'élaboration et la mise en œuvre des plans et stratégies pertinents au niveau national. Ce projet doit contribuer au développement d'activités touristiques communautaires et durables et, plus largement, au développement durable des six pays concernés.

#### **Indicateur de performance 5 : Conservation, priorités thématiques et sensibilisation**

46. Cent quarante-et-un rapports sur l'état de conservation, dont 46 concernant des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril, ont été préparés par le Centre avec les Organisations consultatives et examinés par le Comité du patrimoine mondial, à l'occasion de sa 39e session. Le Centre et les Organisations consultatives ont étroitement surveillé l'état de conservation de ces biens du patrimoine mondial et aidé, le cas échéant, les États parties à définir les paramètres et mettre en œuvre un état de conservation souhaité en vue du retrait des biens de la Liste du patrimoine mondial en péril. Le dialogue et les échanges entre le Centre, les organisations consultatives et les experts des États parties ont permis de réduire le nombre de menaces pour la valeur universelle exceptionnelle des biens.
47. À l'occasion de sa 39e session, le Comité a également adopté un format officiel obligatoire de rapport sur l'état de conservation des biens par les États parties, qui constitue l'Annexe 13 des *Orientations*.
48. S'agissant des activités dans la région Afrique, la Commission Européenne soutient une nouvelle phase de l'Initiative pour le patrimoine mondial forestier d'Afrique Centrale (CAWHFI) à hauteur de 5 millions d'euros sur trois ans. Lancée en mars 2016, cette nouvelle phase vise à améliorer la représentation des sites naturels du patrimoine mondial dans la région ainsi que la gestion des sites forestiers du Cameroun, du Gabon, de la République centrafricaine et de la République du Congo, susceptibles d'être reconnus pour leur valeur universelle exceptionnelle. Elle doit également renforcer l'appui de l'UNESCO aux États parties d'Afrique centrale et aux institutions régionales de conservation de la biodiversité et du patrimoine naturel.
49. Dans la région Asie-Pacifique, une assistance d'urgence a été accordée à deux biens du patrimoine mondial : le « Domaine du chef Roi Mata » (Vanuatu) et la « Vallée de Kathmandu » (Népal). Au Vanuatu, le Vanuatu Cultural Centre, avec l'appui du Centre, a procédé à l'évaluation d'urgence de l'impact du cyclone Pam sur le bien du patrimoine mondial du 16 au 26 avril 2015, parallèlement à des activités de renforcement des capacités locales des gestionnaires de sites à atténuer les dommages occasionnés par la catastrophe naturelle. Au Népal, outre l'assistance d'urgence (74 940 dollars EU) accordée par le fonds du patrimoine mondial suite au tremblement de terre d'avril 2015, plusieurs projets extrabudgétaires de l'UNESCO ont été approuvés et sont actuellement mis en

œuvre pour la sauvegarde, la conservation et la réhabilitation d'urgence de la vallée de Kathmandu après le tremblement de terre.

50. Des missions de conseil technique à Rennell Est aux Îles Salomon (novembre 2015) et une réunion de consultation des parties prenantes a été organisée à Sanya, Chine (février 2016) et ont été organisées afin de préparer l'État de conservation souhaité en vue du retrait du bien de la Liste du patrimoine mondial en péril. Ces deux activités ont été financées par le Fonds-en-dépôt néerlandais et le Gouvernement flamand (Belgique). La réunion a été organisée par le Centre international sur les technologies spatiales au service du patrimoine culturel et naturel (HIST), centre de catégorie 2 sous les auspices de l'UNESCO, qui a analysé le couvert forestier de Rennell Est sur les deux dernières décennies et défini des valeurs de base pour des paramètres clés tels que le couvert forestier et l'occupation des sols en dehors du bien du patrimoine mondial. À cette occasion, la gestion et la conservation du bien ont fait l'objet de discussions et des propositions ont été présentées pour planifier le travail à effectuer avec des acteurs de Rennell Est, des experts du HIST et d'autres experts internationaux.
51. Dans la région arabe, plusieurs pays font toujours face à des conflits qui ont considérablement endommagé le patrimoine bâti, y compris des biens du patrimoine mondial. Le Centre du patrimoine mondial continue à mobiliser tous les efforts possibles pour sauvegarder ce patrimoine, notamment à travers des projets extrabudgétaires en Syrie, en Iraq, en Libye et au Yémen, et à réfléchir à la planification de la phase de redressement. Le Centre, le Bureau de l'UNESCO à Doha et l'ICOMOS soutiennent notamment la restauration du quartier al-Qasimi dans la Vieille ville de Sana'a. De plus, le Centre apporte un soutien à des projets de conservation au Yémen, en Jordanie, au Liban et en Palestine, en collaboration avec les bureaux hors-siège de l'UNESCO.
52. En Europe et Amérique du Nord, l'Initiative de l'UNESCO sur le patrimoine d'intérêt religieux illustre une approche thématique de la conservation du patrimoine, proposant de nouvelles formes d'actions visant à promouvoir la cohésion sociale et des interactions pacifiques entre les cultures. Le cycle de consultations thématiques régionales, lancé en février 2016 et considéré comme un outil important d'échange d'expériences et de dialogue entre les acteurs concernés, vise à produire un document thématique proposant aux États parties des principes directeurs sur la gestion de leur patrimoine culturel et naturel d'intérêt religieux, conformément à la demande du Comité du patrimoine mondial. Centrée sur l'Europe méditerranéenne et du Sud-Est, la première consultation thématique d'experts a souligné que, comme l'indique le deuxième cycle des Rapports périodiques, 64% des biens de la région présentent des éléments d'intérêt religieux. À long terme, cette initiative de l'UNESCO vise à intégrer un certain nombre de principes directeurs aux politiques locales, nationales, régionales et internationales, de manière à contribuer au rapprochement des cultures.
53. En Géorgie, un certain nombre de plans d'action de conservation sont actuellement mis en œuvre avec l'aide de l'Agence nationale pour la préservation du patrimoine culturel de Géorgie (PIAG) et la Banque mondiale pour aider à la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial. Ces projets comprennent des activités de conservation, le renforcement des capacités des organismes nationaux et des communautés ainsi que des capacités à réviser les Listes indicatives, tout en prenant en compte des approches thématiques telles que le patrimoine urbain et la mise en œuvre de la Recommandation sur le paysage urbain historique ou le programme sur le tourisme durable. Les États parties reçoivent également des conseils et des principes directeurs sur demande. Des recommandations en amont ont notamment été fournies à Stonehenge, Avebury et sites associés (voir le tableau ci-dessous pour plus d'informations).

## Indicateur de performance 6 : Égalité des genres

54. En tant que l'une des deux priorités globales de l'UNESCO, l'égalité des genres, est très présente dans les activités du Centre. Consacré à l'égalité des genres, le numéro de janvier 2016 de la revue Patrimoine mondial (<http://whc.unesco.org/fr/revue/78/>) est revenu sur le sexisme présent durant les premiers jours de la Convention du patrimoine mondial, la parité hommes/femmes dans le cadre de l'examen des propositions d'inscriptions, les rôles attribués à chaque genre dans la préservation des biens du patrimoine mondial et comprend des études de cas concernant des biens du patrimoine mondial dans toutes les régions du monde.
55. En Afrique, l'égalité des genres est de plus en plus prise en compte dans la planification des ateliers, la mise en œuvre des projets de conservation et la gestion des biens du patrimoine mondial. Par exemple, l'initiative « Engager les communautés locales dans la gestion du patrimoine mondial » (COMPACT) intégrait un accent sur le genre. L'équilibre entre les genres était assuré au travers de la mise en œuvre du projet de test de guides pratiques dans la gestion de quatre sites naturels africains, par le biais de 12 ateliers de formation en 2015.
56. Dans la région arabe, le Bureau hors-siège d'Amman et ONU Femmes ont lancé un projet d'émancipation des femmes rurales à travers la gestion et la préservation du site archéologique d'Umm el-Jimal en Jordanie. Ce site est inscrit sur la liste indicative jordanienne et le projet invite les femmes à participer aux activités de formation et de sensibilisation pour faire le meilleur usage possible des valeurs culturelles du site et de son environnement en en tirant des avantages économiques.
57. Par ailleurs, le Centre favorise la parité en encourageant la participation des femmes aux ateliers de formation et réunions d'experts. Le rôle des femmes dans la gestion du bien a notamment été mis en avant à l'occasion de la réunion régionale sur les communautés locales organisée à Banc d'Arguin (Mauritanie) du 27 au 29 mars 2016.
58. Deux publications du Centre sur la soumission des rapports périodiques pour la région Europe et Amérique du Nord ont souligné l'importance d'intégrer les questions d'égalité des genres dans la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial, en proposant des données ventilées par sexe sur les parties prenantes du patrimoine mondial et en faisant référence au chapitre « assurer l'égalité des genres » de la politique WH-SD.
59. Dans la région Amérique latine-Caraïbes, un projet de la ville de Cuenca (Équateur) a permis la transmission à des femmes et des jeunes des techniques artisanales utilisées pour préserver l'architecture de terre. Démontrant le rôle important joué par les femmes dans la transmission des techniques de conservation, ce projet répondait au besoin de protection et de conservation des biens du patrimoine mondial en renforçant la participation des communautés et plus particulièrement des femmes, dans la préservation des biens du patrimoine mondial en Amérique latine et dans les Caraïbes.

## IV. REDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

60. Le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030, adopté en mars 2015 par l'Assemblée générale des Nations Unies, inclut pour la première fois un certain nombre de références importantes à la culture et au patrimoine, reconnaissant ainsi le lien fondamental entre culture, résilience et réduction des risques de catastrophe. Il s'appuie également sur un certain nombre d'efforts passés tels que la stratégie UNESCO de réduction des risques sur les biens

du patrimoine mondial (2007), de nombreuses initiatives de renforcement des capacités de l'UNESCO et les efforts de l'UNESCO pour faire reconnaître la culture dans le cadre de l'évaluation inter-institutions des besoins post-catastrophe (PDNA).

61. Si le souci du patrimoine est désormais très présent dans les programmes mondiaux de réduction des risques de catastrophe (DRR), il est maintenant essentiel de passer des écrits aux actes. L'écart qui existe entre politique et mise en œuvre a été débattu à l'occasion de l'événement « Coopération pour les villes du patrimoine mondial résilientes », organisé le 3 juillet 2015 à Bonn, en marge de la 39e session du Comité du patrimoine mondial. Centré sur le rôle des collectivités locales dans la réduction du risque de catastrophe dans les villes du patrimoine mondial, cet événement a montré qu'il manque souvent aux autorités concernées des outils adéquats pour mettre en œuvre les mesures de DRR et le Cadre de Sendai sur le plan de la culture et du patrimoine.
62. Au cours de l'année passée, le Secrétariat a travaillé en partenariat avec la Stratégie internationale de prévention des catastrophes naturelles (SIPC) de l'ONU, l'ICOMOS et l'ICCROM pour développer une série d'initiatives visant à aider les États membres à mettre en œuvre les dispositions du Cadre de Sendai concernant le patrimoine. Une proposition complète a ainsi été élaborée, visant à : (i) renforcer l'engagement à appuyer la résilience locale ; (ii) mesurer la résilience locale et les risques pour le patrimoine ; (iii) renforcer les capacités des collectivités locales à gérer le patrimoine culturel ; (iv) développer des plans d'actions de résilience ; et (v) proposer une assistance technique pour les mettre en œuvre dans les zones urbaines présentant un intérêt culturel et patrimonial. Cette proposition, dont la mise en œuvre est estimée à quelque 6 millions de dollars EU, est en cours de finalisation pour présentation rapide aux donateurs potentiels.
63. En parallèle, le Secrétariat a proposé un soutien technique et financier aux autorités de pays touchés par de graves catastrophes dans le cadre de l'évaluation des dommages, de l'identification des besoins de redressement prioritaires et de la mise en œuvre des mesures urgentes de sauvegarde, notamment pour les biens du patrimoine mondial de la Vallée de Kathmandu (Népal), du Domaine du chef Roi Mata (Vanuatu) et, plus récemment, de Levuka (Fidji). Au moment de la rédaction du présent rapport, des évaluations PDNA ont été effectuées pour les deux premiers sites, permettant à l'UNESCO d'intégrer le patrimoine au processus international plus large d'aide humanitaire et d'aide au redressement.

## V. SYNERGIES AVEC D'AUTRES CONVENTIONS

### Conventions culturelles

64. La Directrice de la Division du patrimoine et du Centre du patrimoine mondial, qui préside également le Groupe de liaison des conventions culturelles (GLCC), a continué de s'efforcer de renforcer les synergies entre les six Conventions culturelles. Le GLCC s'est réuni pour revoir les méthodes de travail, organiser les réunions statutaires et coordonner le financement et la mobilisation des ressources.
65. L'efficacité de l'unité des Services communs aux Conventions (CCS) a également été étudiée. Le Centre continue à bénéficier des services de l'unité CCS, qui fait partie du Secteur de la culture depuis sa restructuration mi-2014 sous la supervision du Directeur de la Division du patrimoine. Une évaluation de CCS sera entreprise mi-2016 pour évaluer la réalisation des objectifs, la charge de travail et le fonctionnement de l'unité. Cette étude doit produire des résultats et des recommandations concernant l'efficacité de l'organisation des fonctions actuellement confiées à l'unité CCS, et doit permettre de définir les synergies et de fournir des principes directeurs pour l'avenir.

66. Suite au travail préliminaire de la 38e session du Comité sur la coopération avec les autres Conventions, les présidents des six conventions culturelles de l'UNESCO (Convention de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé avec ses deux protocoles de 1954 et de 1999 ; Convention de 1970 concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels ; Convention de 1972 concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel ; Convention de 2001 sur la protection du patrimoine culturel subaquatique ; Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel ; et Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles) se sont réunis pour la première fois à l'occasion de la 39e session du Comité du patrimoine mondial. Ouverte par la Directrice générale de l'UNESCO, la réunion a été menée par le Président du Comité du patrimoine mondial. La déclaration diffusée à cette occasion souligne « l'importance stratégique de renforcer et de puiser dans notre patrimoine culturel et naturel, dans toute sa diversité », abordant la protection du patrimoine dans les situations de conflit et les liens avec le programme pour 2030 (<http://whc.unesco.org/fr/actualites/1305/>). En conséquence, la troisième session du Comité subsidiaire à la Réunion des États parties à la Convention de 1970 a adopté la Décision 3.SC/4.3 et demandé une réunion conjointe de son Bureau et du Bureau du Comité pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé. Organisée le 7 décembre 2015 à l'UNESCO (<http://www.unesco.org/new/fr/culture/themes/illicit-trafficking-of-cultural-property/subsidiary-committee/joint-bureaus-meeting/>), cette réunion a couvert (i) l'échange d'informations pertinentes sur la destruction du patrimoine culturel pendant les conflits armés, et (ii) l'information sur l'organisation de campagnes de sensibilisation et de formation des militaires, des services de police et des fonctionnaires des douanes en temps de conflit armé pour la protection du patrimoine culturel et contre le trafic illicite de biens culturels. Par ailleurs, la réunion a encouragé la Directrice générale à organiser une réunion de tous les Présidents des six conventions culturelles à l'occasion de la quatrième session du Comité subsidiaire de la Réunion des États parties à la Convention de 1970 (UNESCO, septembre 2016).
67. Par ailleurs, à l'occasion de sa 39e session, le Comité du patrimoine mondial a accueilli favorablement les « réflexions sur l'interaction entre la Convention du patrimoine mondial et la Convention de La Haye de 1954 et son Deuxième protocole (1999) » et demandé au Centre du patrimoine mondial et aux organisations consultatives, en concertation avec le Secrétariat de la Convention de La Haye, « d'examiner les moyens de poursuivre le développement des synergies concrètes et de coordonner les mécanismes de soumission de rapports entre la Convention du patrimoine mondial et le Deuxième protocole (1999) de la Convention de La Haye (1954) à l'occasion de la prochaine révision des *Orientations* en 2017, tout en révisant le format de présentation des rapports périodiques pendant la période de réflexion conduisant au Troisième cycle de rapports périodiques » (Décision **39 COM 11**). Le document *WHC/16/40.COM/10A* propose des informations complémentaires sur la réflexion sur la soumission des Rapports périodiques et les synergies avec la Convention de 1954 et d'autres instruments pertinents. La Liste internationale des biens culturels sous protection renforcée contient 10 sites, qui sont tous des sites culturels du patrimoine mondial (<http://www.unesco.org/new/fr/culture/themes/armed-conflict-and-heritage/protection-of-cultural-property/enhanced-protection/>). La réflexion sur les meilleures pratiques de rapports périodiques a incité le GLCC à revoir les processus de soumission des Rapports périodiques pour les 6 Conventions, dans une perspective d'harmonisation et de meilleure utilisation des outils électroniques.

#### Conventions associées à la biodiversité

68. Depuis la 39e session du Comité du patrimoine mondial, le Centre du patrimoine mondial collabore de manière soutenue avec les autres conventions et programmes internationaux associés à la biodiversité, y compris dans le cadre du Groupe de liaison sur la biodiversité (GLB). Ainsi, à l'occasion du Sommet des Nations Unies sur le développement durable (du 25 au 27 septembre 2015), les membres du GLB ont publié une déclaration conjointe, rappelant le lien inextricable entre biodiversité et développement durable et soulignant la manière dont les conventions associées à la biodiversité peuvent contribuer fortement à la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (<http://whc.unesco.org/en/news/1359>, en anglais uniquement). Lors de la réunion du GLB à Genève (Suisse) le 16 septembre 2015, le Centre du patrimoine mondial a été représenté par le Secrétaire du programme « l'Homme et la Biosphère » (MAB) de l'UNESCO. Les réunions récentes et à venir dans le cadre des conventions ont été passées en revue, en mettant l'accent sur les questions stratégiquement importantes pour le GLB (<https://www.cbd.int/blg/>). Le 2 février 2016, le Centre du patrimoine mondial a participé à une téléconférence du GLB sur la coopération et les synergies.
69. Dans le cadre du projet du PNUE visant à renforcer les coopérations, le Centre du patrimoine mondial a participé à la préparation d'un document intitulé « Elaboration of Options for Enhancing Synergies among Biodiversity-related Conventions » (élaboration d'options de renforcement des synergies entre les conventions associées à la biodiversité) ([http://www.unep.org/about/sgb/cpr\\_portal/Portals/50152/Abridged%20Options%20paper.pdf](http://www.unep.org/about/sgb/cpr_portal/Portals/50152/Abridged%20Options%20paper.pdf)) ainsi qu'à une publication intitulée « Guide des opportunités pour améliorer la coopération entre les conventions liées à la biodiversité au niveau national et régional » (<https://nationalmeasnergies.wordpress.com/the-sourcebook/>).
70. Le Secrétaire de la Convention du patrimoine mondial et le Secrétaire de la Convention sur la diversité biologique (CDB) se sont réunis à Paris en décembre 2015, en marge de la 21e Conférence des parties (COP 21) de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) pour discuter des synergies entre les deux Conventions et des activités conjointes éventuelles (<http://whc.unesco.org/en/news/1419>, en anglais uniquement). Dans le cadre de ces activités, le Centre du patrimoine mondial a participé au processus lancé par la Décision X11/6 de la CDB-COP établissant un processus dirigé par les parties destinées à aider les parties à toutes les conventions associées à la biodiversité à renforcer les synergies et améliorer l'efficacité des conventions afin de mieux les mettre en œuvre à tous les niveaux. Dans ce contexte, le Centre du patrimoine mondial, des membres du Bureau du Comité du patrimoine mondial (Liban, Pérou, Philippines, Pologne et Tanzanie) et un représentant du Président du Comité du patrimoine mondial ont été invités à participer à un atelier sur « les synergies entre les conventions associées à la biodiversité », au Palais des Nations, Office des Nations-Unies à Genève (Suisse) du 8 au 11 février 2016. Cet atelier a réuni les 7 Secrétaires et membres des bureaux ou comités permanents des 7 conventions associées à la biodiversité et des représentants officiels des parties aux différentes conventions, en maintenant un équilibre régional. L'atelier a porté sur un certain nombre de thématiques permettant aux parties de renforcer les synergies entre les conventions associées à la biodiversité (Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique, incluant les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité, et Stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB) ; dispositifs institutionnels de coopération aux niveaux national et régional, dispositifs institutionnels et mécanismes de coordination nationaux compris ; gestion des informations et des connaissances ; rapport, suivi et indicateurs nationaux ; communication et sensibilisation ; interface sciences-politique ; renforcement des capacités ; mobilisation et utilisation des ressources) et a discuté différentes options possibles

pour y parvenir ([https://www.cbd.int/doc/?meeting=BRCWS-2016-01, en anglais uniquement](https://www.cbd.int/doc/?meeting=BRCWS-2016-01_en_anglais_uniquement)).

71. En marge de cet atelier, tous les membres du GLB se sont réunis pour discuter des principales réunions des conventions, l'United Nations Environment Assembly (du 23 au 27 mai 2016, Nairobi, Kenya) et préparer des manifestations conjointes à l'occasion du prochain Congrès mondial de la nature de l'UICN (du 1er au 10 septembre 2016, à Hawaï, États-Unis). La Directrice du Centre du patrimoine mondial a également profité de cet atelier pour parler à tous les participants du programme conjoint UNESCO-CDB sur la diversité biologique et culturelle, lancé en 2010. Dans le cadre de ce projet, un nouveau portail web a été développé ([https://www.cbd.int.lbcd](https://www.cbd.int/lbcd)), des études de cas ont été compilées et un certain nombre d'ateliers régionaux ont été organisés. De plus, un manuel/kit sur la diversité bio-culturelle est en cours de développement avec, entre autres, des modules de formation à la diversité bio-culturelle dans le cadre des conventions CDB et UNESCO destinés aux responsables politiques.
72. Dans le cadre de la coopération entre les Conventions et programmes de l'UNESCO, la COP 21 a également permis au Centre du patrimoine mondial et aux Secrétariats du programme MAB et du programme de géoparcs mondiaux de l'UNESCO d'organiser un événement conjoint intitulé « Les sites de l'UNESCO - Un observatoire sur le changement climatique » le 5 décembre 2015 (<http://whc.unesco.org/fr/evenements/1270/>). L'objectif de cet événement unique consistait à voir comment les biens du patrimoine mondial, réserves de biosphère et géoparcs mondiaux pouvaient servir d'observatoires du changement climatique sur le terrain. À cette occasion, des acteurs des biens du patrimoine mondial et des chercheurs, experts et responsables politiques ont pu partager leurs expériences dans le cadre d'entretiens et de tables rondes.
73. Enfin, suite au Congrès mondial de la nature de l'UICN de 2012 organisé sur l'île de Jeju (République de Corée) et, notamment, sa Résolution WCC-2012-Res-052 appelant à la création d'un système de gestion intégrée pour les aires placées sous la protection de l'UNESCO (réserves de biosphère, sites naturels du patrimoine mondial et géoparcs mondiaux), l'UICN dirige un projet intitulé « Managing Overlapping Internationally Designated Areas: Guidance on harmonizing the integrated management system of multiply internationally designated areas: Ramsar Sites, World Heritage Sites, Biosphere Reserves and Global Geoparks » (gestion des sites à désignations multiples, guide pour harmoniser le système de gestion intégré des zones à désignations multiples : sites Ramsar, sites du patrimoine mondial, réserves de biosphères et géoparcs mondiaux) afin de mettre en œuvre ladite résolution. Intégré au comité directeur du projet, le Centre du patrimoine mondial participe à la préparation des orientations qui doivent être publiées à l'occasion du prochain Congrès mondial de la nature de l'UICN à Hawaï.
74. Ainsi que l'a requis la 34e session du Comité du patrimoine mondial (Brasilia, 2010), une liste d'activités présentées selon les cinq objectifs stratégiques, Crédibilité, Conservation, Renforcement des capacités, Communication et Communautés, est présentée ci-dessous (Point VI).

## VI. RAPPORT SUR LES RESULTATS DES ACTIVITES ENTREPRISES PAR LE CENTRE DU PATRIMOINE MONDIAL POUR ATTEINDRE LES 5 C (COUVRANT LA PERIODE DE JUILLET 2015 A JUIN 2016)

Consulter les documents suivants : « Convention du patrimoine mondial et développement durable » (WHC/16/40.COM/5C), « Rapport sur les Programmes thématiques du patrimoine mondial » (WHC/16/40.COM/5D) et « Suivi de la Stratégie du patrimoine mondial pour le renforcement des capacités et rapport d'avancement sur les centres de Catégorie 2 du patrimoine mondial » (WHC/16/40.COM/6). Consulter également les documents « Rapport d'avancement sur la réflexion sur les Rapports périodiques (2015-2017) » (WHC/16/40.COM/10A) et « Suivi du deuxième cycle de l'exercice de soumission des Rapports périodiques dans toutes les régions » (WHC/16/40.COM/10B).

Abréviations : Afrique (**AFR**), Amérique latine et Caraïbes (**LAC**), Asie et Pacifique (**APA**), Centre du patrimoine mondial (**WHC**), États arabes (**ARB**), Europe et Amérique du Nord (**EUR**), Global (**GLO**), Organisations consultatives (**AB**).

### 1C Activités pour rendre la Liste du patrimoine mondial plus représentative, équilibrée et crédible (Crédibilité)

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
GLO	Appui technique aux États parties dans le cadre de l'Inventaire rétrospectif : rédaction des Déclarations de valeur universelle exceptionnelle et clarifications des limites présentées à la 39e session du Comité du patrimoine mondial.	<b>38 COM 8D</b> <b>38 COM 8E</b>	Adoption des Déclarations de valeur universelle exceptionnelle et clarifications des limites des biens.
GLO	Réunion d'experts WHC-UICN (29 et 30 octobre 2015) sur l'application éventuelle du concept de valeur universelle exceptionnelle aux aires marines non soumises aux juridictions nationales, avec l'appui de la Khaled bin Sultan Living Oceans Foundation. <a href="http://whc.unesco.org/fr/actualites/1367/">http://whc.unesco.org/fr/actualites/1367/</a>	Stratégie globale <b>29 COM 5B</b> <b>18 GA 8</b>	Étude du potentiel d'application du concept de valeur universelle exceptionnelle aux aires marines.
GLO	Mise en œuvre de l'initiative thématique « Astronomie et patrimoine mondial » : <ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en place, en 2015, d'un partenariat officiel (consultatif) entre l'UNESCO et l'Union astronomique internationale (UAI).</li> <li>Première réunion thématique « Astronomical Heritage: Progressing the UNESCO/IAU Initiative » (Patrimoine astronomique : faire avancer l'initiative UAI/UNESCO) à l'occasion de la 29e Assemblée générale de l'UAI (Hawaï, États-Unis, août 2015), voir Doc. WHC/16/40.COM/5D.</li> <li>Nouvelle Commission UAI (C4) sur le patrimoine mondial et l'astronomie (Division C - Éducation, sensibilisation et patrimoine) <a href="http://www3.astronomicalheritage.org/">http://www3.astronomicalheritage.org/</a>.</li> </ul>	Stratégie globale	Renforcement des capacités d'identification des sites scientifiques et technologiques. Échange d'expertise et de meilleures pratiques entre experts et universitaires. Renforcement des partenariats avec des institutions scientifiques.

	<ul style="list-style-type: none"> <li>Finalisation et soumission à l'ICOMOS du deuxième volume de l'étude thématique sur le patrimoine et l'astronomie.</li> <li>Organisation de réunions d'experts internationaux dans les bureaux mexicains de l'UNESCO dans le cadre de l'initiative sur l'astronomie et le patrimoine mondial (janvier 2016).</li> </ul>		
GLO	<p>Assistance aux États parties lors du processus de proposition d'inscription (liste non exhaustive) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Préparation du dossier de proposition d'inscription de Mbanza-Kongo (Angola) par l'intermédiaire du Fonds-en-dépôt au profit du donateur.</li> <li>Atelier sur la préparation des propositions d'inscription à Ségou (Mali) pour les pays africains francophones (organisé par l'AWHF).</li> <li>Atelier sur la préparation des propositions d'inscription à Robe et Addis-Abeba (Éthiopie) pour les pays africains anglophones (organisé par l'AWHF).</li> <li>4e réunion du comité de coordination sur la nomination en série des Routes de la soie au patrimoine mondial à Almaty (Kazakhstan, du 23 au 27 novembre 2015).</li> <li>Poursuite du projet d'assistance préparatoire pour les propositions d'inscription des Routes de la soie d'Asie du Sud et l'actualisation des Listes indicatives nationales des Routes de la Soie, financé par le Fonds-en-dépôt coréen (assistance accordée au Bhoutan, à l'Inde et au Népal), en étroite collaboration avec la Chine.</li> <li>Poursuite du projet d'assistance internationale (Phase II) pour la préparation des dossiers de proposition d'inscription en série des mosquées de pierre de corail (Male Hukuru Miskiy, Maldives).</li> <li>Soutien technique pour le projet de proposition d'inscription de Casablanca : atelier intitulé « Which management system for the city of Casablanca? » (Quel système de gestion pour la ville de Casablanca ?) à Casablanca (Maroc, les 3 et 4 septembre 2015).</li> <li>Deuxième atelier de formation sur la préparation du dossier de proposition d'inscription d'Abraj Al Kuwait (Koweït), au siège de l'UNESCO, à Paris (du 20 au 23 avril 2015).</li> <li>Appui technique pour le projet de conservation du patrimoine urbain de Tanger, en vue d'une future inscription éventuelle, Tanger (Maroc, les 8 et 9 mai et les 20 et 21 novembre 2015).</li> <li>Appui proposé aux États parties sur la stratégie de proposition d'inscription des frontières de l'Empire romain, bien en série transnational.</li> <li>Appui à la préparation du dossier de proposition d'inscription transnational pour : le système hydraulique de l'aqueduc de Padre Tembleque (Mexique), le paysage industriel de Fray Bentos (Uruguay) et les montagnes bleues et monts John Crow (Jamaïque). <a href="http://whc.unesco.org/fr/nouveauxbiens/?mode=list&amp;date=2015&amp;">http://whc.unesco.org/fr/nouveauxbiens/?mode=list&amp;date=2015&amp;</a></li> <li>Appui proposé à Antigua-et-Barbuda, à l'Argentine, au Brésil, au Mexique et au Panama pour les propositions d'inscription soumises à l'occasion de la 40e session du Comité du patrimoine mondial.</li> </ul>	<p>Stratégie globale</p> <p><b>34 COM 10A</b></p> <p><b>35 COM 10C</b></p>	<p>Meilleure compréhension du mécanisme et du calendrier de la proposition d'inscription.</p> <p>Identification de nouveaux sites pour une Liste du patrimoine mondial représentative et équilibrée.</p> <p>Implication des communautés locales dans la procédure de proposition d'inscription.</p> <p>Achèvement des dossiers de proposition d'inscription, y compris pour les biens en série transnationaux.</p> <p>Renforcement de la concertation et d'une approche commune des États membres sur la gestion et la sauvegarde de leur patrimoine.</p> <p>Assistance préparatoire des États parties en amont avec un appui et des conseils techniques.</p> <p>Discussion des principaux défis à relever pour les projets de proposition d'inscription tels que la gestion durable d'un bien urbain.</p>

APA	Assistance préparatoire pour la finalisation d'un plan de gestion pour les anciennes capitales du Royaume des Tonga (Tonga, Fonds-en-dépôt néerlandais et programme des petits États insulaires en développement).	Stratégie globale	Accent mis sur l'implication des communautés locales.
ARB	Conférence internationale sur la conservation urbaine : rôle de la Recommandation concernant le paysage urbain historique dans la sauvegarde du patrimoine moderne des États arabes, Koweït (du 1 au 3 décembre 2015).		Recommandations pour améliorer la conservation du patrimoine urbain de la région arabe et de la sauvegarde du patrimoine moderne : identification et documentation de ce patrimoine, sensibilisation et renforcement des capacités et développement de projets opérationnels.
ARB	Réunion d'experts au siège de l'UNESCO dans le cadre des processus en amont pour les sites de Sanganeb et de Dungonab (Soudan), pour renforcer les partenariats scientifiques, les capacités de gestion durable et les avantages pour les communautés locales (25 février 2016). La réunion a permis d'aborder les défis de la gestion durable des sites, y compris l'écotourisme et l'intérêt pour les communautés locales, de renforcer la coordination scientifique et de réaffirmer l'attachement des collectivités locales à la protection.		Renforcement des partenariats scientifiques pour mieux partager les connaissances sur la gestion durable des biens et la participation des communautés locales.
EUR	<p>Projet pilote en amont « Patrimoine naturel et culturel de la région d'Ohrid » (Albanie et ex-République yougoslave de Macédoine), doté d'un fonds de 2,4 millions de dollars EU (co-financement UE et albanais pour un projet de 3 ans).</p> <p>Appui technique du Centre du patrimoine mondial et des organisations consultatives pour étendre le bien mixte du « Patrimoine naturel et culturel de la région d'Ohrid » (ex-République yougoslave de Macédoine) à la partie albanaise du lac Ohrid :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Activités de recherche en consultation étroite avec les institutions albanaises, publiées dans le rapport d'évaluation de base pour la partie albanaise de la région du lac Ohrid dans le cadre de la préparation du dossier d'extension.</li> <li>• Diverses activités de renforcement des capacités pour améliorer la gestion intégrée des différentes institutions aux niveaux local, régional et national, couvrant les thématiques de la gestion collaborative, de la coopération transfrontalière, du développement durable et de la promotion des valeurs de la région du lac Ohrid.</li> <li>• Préparation d'un plan local de gestion des déchets pour résoudre l'un des principaux problèmes de préservation de la nature sur site.</li> <li>• Sensibilisation des collectivités locales et des autorités nationales aux avantages apportés par la Convention du patrimoine mondial et à leurs obligations en découlant.</li> </ul> <p>Activités prévues jusqu'en 2017 : <a href="http://whc.unesco.org/fr/region-du-lac-Ohrid/">http://whc.unesco.org/fr/region-du-lac-Ohrid/</a></p>	<p>Processus en amont</p> <p><b>35 COM 12</b></p>	<p>Soutien en amont aux autorités nationales pour l'extension du bien mixte du « Patrimoine naturel et culturel de la région d'Ohrid ».</p> <p>Renforcement de la recherche sur site avec la préparation et la publication du rapport d'évaluation de base pour la partie albanaise de la région du lac Ohrid.</p> <p>Identification d'opportunités de développement durable dans le projet de stratégie de développement durable.</p> <p>Renforcement des capacités locales et nationales de gestion intégrée du site des différentes institutions.</p> <p>Sensibilisation locale et nationale aux avantages et obligations découlant de la Convention du patrimoine mondial.</p>

EUR	<p>Service consultatif pour l'Agence nationale pour la préservation du patrimoine culturel de Géorgie (PIAG) dans le cadre du troisième projet de développement régional financé par la Banque mondiale, accord UNESCO/Géorgie. Une mission préparatoire à la mise en œuvre du projet a été menée à bien en novembre 2015 et une première mission de mise en œuvre des activités de conservation a été entreprise du 27 février au 5 mars 2016.</p> <p>Un appui technique sera proposé à la PIAG pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer le système de gestion assurant la protection et la conservation des monuments historiques de Mtskheta (Géorgie), inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril.</li> <li>• Développer une stratégie de renforcement des capacités du gouvernement local afin de mettre en place une vision intégrée de l'aménagement du territoire de la ville de Mtskheta, selon l'approche du paysage urbain historique.</li> <li>• Promouvoir un tourisme durable sur les sites du Patrimoine mondial (projet Route de la soie).</li> </ul>		<p>Signature d'un accord d'assistance technique entre la Géorgie et l'UNESCO le 8 octobre 2015.</p> <p>Soutien en amont pour une meilleure gestion du bien.</p> <p>Création d'un programme de renforcement des capacités des communautés locales pour mettre en œuvre la Convention du patrimoine mondial.</p>
EUR	<p>Réunion d'experts UICN-WHC (les 25 et 26 février 2016) sur les sites marins potentiels de la région arctique, avec le soutien de la Fondation Prince Albert II de Monaco et du WWF Canada.</p> <p><a href="http://whc.unesco.org/fr/actualites/1453/">http://whc.unesco.org/fr/actualites/1453/</a></p>	<b>29 COM 5B</b> <b>18 GA 8</b>	Identification de sites marins potentiels de la région arctique.
LAC	Soutien des autorités nationales du Salvador et du Paraguay dans le cadre de l'assistance préparatoire à la mise à jour de la Liste indicative.	Stratégie globale <b>38 COM 9C</b>	Identification de nouveaux sites pour une Liste du patrimoine mondial représentative et équilibrée et une harmonisation régionale des Listes indicatives dans la région Amérique latine et Caraïbes.
LAC	<p>Assistance technique pour élaborer le projet de « Renforcement des capacités des Petits États insulaires en développement à préparer un dossier de proposition d'inscription des "Îles Grenadines" suite au processus en amont ».</p> <p>Activités de renforcement des capacités concernant la Liste indicative et le processus de proposition d'inscription de Saint-Vincent-et-les-Grenadines (identification des critères, des valeurs, etc.).</p>	<b>35 COM 12C</b>	Renforcement des capacités aux niveaux local et national au moyen de l'assistance en amont.
<b>2C Activités pour assurer la conservation effective des biens du patrimoine mondial (Conservation)</b>			
<b>RÉGION</b>	<b>ACTIVITÉS</b>	<b>DÉCISION</b>	<b>RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées</b>
GLO	Soutien au développement de plans de gestion des biens du patrimoine mondial dans toutes les régions.	<b>38 COM 7B</b> <b>38 COM 7A</b>	Mise à jour et finalisation des plans de gestion.

GLO	Préparation d'un rapport mondial sur la culture et le développement urbain durable dans le cadre de l'Agenda du développement post-2015, et en vue de la troisième conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III) prévue en 2016. Ce rapport porte sur les politiques et pratiques actuelles en matière de conservation urbaine et de développement durable. Les villes et les ensembles urbains constituent, en effet, la catégorie la plus importante de la Liste du patrimoine mondial et la plus critique en termes de conservation.		Amélioration de la conservation urbaine des biens du patrimoine mondial
GLO	Études d'impact sur le patrimoine (EIP) et Études d'impact sur l'environnement (EIE) : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Événement organisé en marge de la 20e session de l'Assemblée générale des États parties sur les EIP et les EIA(20 novembre 2015).</li> <li>• Travail et réflexion sur les notes d'orientation de l'ICOMOS et de l'UICN sur les EIP et les EIE pour les compléter avec un outil axé sur les bonnes pratiques.</li> <li>• Participation à un atelier sur les EIP concernant les biens culturels du patrimoine mondial, organisé par l'université d'Aix-la-Chapelle (Allemagne), en partenariat avec les universités d'Eindhoven (Pays-Bas) et de Krems (Autriche), avec l'appui de la Commission nationale allemande.</li> </ul>	<b>39 COM 7.11</b>	Plus de 80 représentants des États parties ont profité de l'événement pour échanger sur les EIP et EIE et enrichir le travail de réflexion.
GLO	Signature d'un mémorandum d'accord le 8 décembre 2015 pour soutenir la mise en œuvre du programme de l'UNESCO pour la protection du patrimoine culturel et naturel en situation d'urgence. Promesse d'un don de 2 millions de dollars EU par le Fonds de développement du Qatar (QDF).		Amélioration de la conservation des biens du patrimoine mondial en situation d'urgence.
GLO	Lancement de la coalition mondiale « Unite for Heritage » de l'UNESCO en juin 2015 à l'occasion de la 39e session du Comité du patrimoine mondial à Bonn, pour renforcer l'aptitude de la communauté internationale à sauvegarder le patrimoine culturel. La coalition fait suite aux récentes attaques sans précédent sur le patrimoine.		Lancement de la coalition pour la sauvegarde du patrimoine culturel.
GLO	Mise à jour régulière du Système d'information sur l'état de conservation ( <a href="http://whc.unesco.org/fr/soc">http://whc.unesco.org/fr/soc</a> ), avec tous les rapports sur l'état de conservation examinés par le Comité à l'occasion de sa 39e session, les rapports de mission et les rapports des États parties, afin d'améliorer le système de gestion des connaissances.  Une activité a également été développée pour mettre en ligne l'ensemble des rapports de mission depuis 1979.	<b>37 COM 7C</b>	En mars 2016, le nombre de consultations s'élevait à 600 000 et le nombre de références sur les autres sites Internet à plus de 125 000 (sources : GoogleAnalytics et GoogleSearch).
GLO	Appui et facilitation pour le dossier de candidature d'Aire marine particulièrement sensible (AMPS) du Parc national du Banc d'Arguin et du Parc naturel des récifs de Tubbataha à l'occasion de deux réunions de l'Organisation maritime internationale (OMI), en mai 2015 et avril 2016.	<b>31 COM 7B</b> <b>38 COM 7B.62</b>	Développement d'une étude de faisabilité pour obtenir le statut d'AMPS de l'OMI.
GLO	Lancement de l'initiative sur le patrimoine d'intérêt religieux suite à la décision du Comité du patrimoine mondial et élaboration d'un document thématique sur la gestion du patrimoine d'intérêt religieux. Les activités menées à bien par le Groupe de pilotage WHC/AB sur le	<b>35 COM 5A</b>	Définition de directions et d'activités stratégiques et d'une stratégie de mise en œuvre intégrée de l'initiative sur le patrimoine d'intérêt religieux, organisation de la première

	<p>patrimoine d'intérêt religieux couvrent la collecte de fonds, la proposition d'un programme de recherche, des consultations thématiques régionales et un atelier de renforcement des capacités :</p> <p><a href="http://whc.unesco.org/fr/patrimoine-religieux-sacre/">http://whc.unesco.org/fr/patrimoine-religieux-sacre/</a></p>	<p><b>36 COM 5A.1</b></p> <p><b>37 COM 5A</b></p>	<p>consultation thématique centrée sur l'Europe méditerranéenne et du Sud-Est avec l'appui de la Bulgarie en février 2016.</p> <p>Préparation d'un programme de recherches pluridisciplinaire pour les chaires UNESCO et les universités.</p> <p>Renforcement du réseau d'experts et de la coopération interinstitutions des Nations Unies.</p>
GLO	<p>Développement d'un fonds de réponse rapide avec des subventions s'élevant à 30 000 dollars EU. Entre janvier 2015 et février 2016, 22 demandes de subventions ont été reçues et deux ont été accordées pour le Parc national de la Garamba (République démocratique du Congo) et le Sanctuaire de faune et de flore de Malpelo (Colombie). Entre 2006 et 2016 : 184 demandes de petites subventions d'urgence ont été reçues et 36 ont été accordées pour 31 biens de 21 États parties : 17 en Afrique, 11 en Amérique latine, 7 en Asie-Pacifique et 2 en Europe.</p>		<p>Aide d'urgence pour des sites naturels du patrimoine mondial en cas de menace sérieuse pour leur valeur universelle exceptionnelle : amélioration de la conservation des biens.</p>
GLO	<p>Activités de suivi du second cycle de l'exercice de soumission des Rapports périodiques pour toutes les régions et réflexion générale sur les Rapports périodiques. Lancement d'une étude de réflexion sur les Rapports périodiques (octobre 2015 – décembre 2015). 75 États parties ont participé à l'étude.</p>	<p><b>39 COM 10B</b></p>	<p>Examen de l'exercice de soumission des Rapports périodiques, y compris au niveau du format, de l'utilisation et de l'analyse des données, de la pertinence, de l'efficacité et de l'amélioration des méthodes de travail.</p>
GLO	<p>Activités de conservation menées à bien dans toutes les régions (liste non exhaustive) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Missions de suivi réactif conformément aux décisions prises par le Comité.</li> <li>• Révision du plan et des sous-plans de gestion pour le « Paysage culturel du Morne » (Maurice).</li> <li>• Mission de conseil WHC-UICN (novembre 2015) pour Rennell Est (Îles Salomon) pour définir un état de conservation souhaité pour retrait de la liste du patrimoine mondial en péril avec l'appui du fonds-en-dépôt flamand.</li> <li>• Poursuite du projet extrabudgétaire du Fonds-en-dépôt japonais visant la conservation et la gestion efficaces de « Lumbini, lieu de naissance du Bouddha » (Népal).</li> <li>• Recherche hydrologique sur les rivières Djam et Hari pour la conservation du minaret de Djam.</li> <li>• Mission de conseil sur la conservation du patrimoine urbain de la ville de Tétouan et des villes de Chefchaouen, Ouazzane et Ksar El Kébir (Maroc, du 5 au 7 mai 2015).</li> <li>• Mission de conseil WHC/ICOMOS sur l'état de conservation de la Casbah d'Alger (Algérie, du 7 au 11 juin 2015).</li> <li>• Conseils techniques sur la conservation de l'église de la Nativité de Bethléem (« Lieu de naissance de Jésus : l'église de la Nativité et la route de pèlerinage, Bethléem ») et sur la gestion de la « Palestine : terre des oliviers et des vignes – Paysage culturel du sud de Jérusalem, Battir » (du 23 au 26 novembre 2015).</li> </ul>	<p><b>38 COM 7A</b></p> <p><b>38 COM 7B</b></p> <p><b>39 COM 7A</b></p> <p><b>39 COM 7B</b></p>	<p>Amélioration de l'état de conservation des biens du patrimoine mondial.</p> <p>Renforcement des capacités de conservation, de protection et de gestion du patrimoine et développement de méthodologies.</p> <p>Amélioration de l'intégrité des biens du patrimoine mondial.</p> <p>Soutien aux efforts de conservation et de gestion des institutions locales et nationales.</p> <p>Développement de systèmes de gestion améliorés des biens du patrimoine mondial.</p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mission de conseil de l'ICOMOS pour le bien « Ancienne cité de Nessebar (Bulgarie).</li> <li>• Mission de conseil UNESCO/ICOMOS concernant le doublement de l'A303 et le forage d'un tunnel à Stonehenge.</li> <li>• Mission de conseil de l'UICN pour la Fôret Białowieża (Pologne) (Liste indicative).</li> <li>• Mission de conseil de l'ICOMOS pour le bien du patrimoine mondial « Kizhi Pogost », le « Kremlin et la place Rouge, Moscou » et l'« Ensemble historique, culturel et naturel des îles Solovetsky » (Fédération de Russie).</li> <li>• Mission d'appui technique pour Coro et son port (Venezuela) afin de retirer le bien de la Liste du patrimoine mondial en péril (octobre 2015).</li> <li>• Mission conjointe de conseil (WHC, ICOMOS, ICCROM et UICN) pour le « Sanctuaire historique de Machu Picchu » (Pérou, janvier 2016).</li> <li>• Mission de conseil du WHC et de l'ICOMOS sur les mesures de gestion et de conservation pour le bien « Antigua Guatemala » (avril 2016).</li> <li>• Lancement de la seconde phase du projet de préservation et de conservation de Tiwanaku et de la pyramide d'Akapana (Bolivie) avec un financement de l'UNESCO/Fonds-en-dépôt japonais.</li> <li>• Lancement du projet de conservation de l'acropole nord de Tikal (Guatemala) avec un financement de l'UNESCO/Fonds-en-dépôt japonais.</li> <li>• Lancement du projet de soutien au renforcement de la structure de gestion participative de « Qhapaq Ñan, réseau de routes andin » (Argentine, Bolivie, Chili, Colombie, Équateur et Pérou).</li> <li>• Lancement du projet d'assistance au renforcement des capacités pour la conservation et la gestion du bien « Parc national de la forteresse de Brimstone Hill » (Saint-Kitts-et-Nevis).</li> </ul>		
AFR	<p>Initiative pour le Patrimoine Mondial Forestier d'Afrique Centrale (CAWHFI) : application des meilleures pratiques de gestion (outil SMART, Spatial Monitoring And Reporting, Mise en valeur de notre patrimoine - EoH) sur les sites du patrimoine mondial « Réserve de faune de Dja », « Trinational de la Sangha » et « Lopé-Okanda », en Afrique centrale.</p> <p>Financement d'un nouveau projet de 5 millions d'euros par la Commission européenne pour soutenir la CAWHFI afin d'améliorer la gestion des sites forestiers du Cameroun, de la République centrafricaine, de la République démocratique du Congo et du Gabon ainsi que la représentation des sites naturels dans la région sur la Liste du patrimoine mondial.</p> <p>Atelier d'experts sur le patrimoine mondial africain : enjeux, opportunités et perspectives, au siège à Paris (du 9 au 11 septembre 2015), organisé en collaboration avec l'AWHF.</p>	Stratégie globale	<p>Lancement du projet en mars 2016</p> <p>Réflexion sur la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial dans la région africaine et les enjeux de la gestion efficace des biens.</p>
AFR	<p>Préparation de la conférence internationale sur « La sauvegarde du patrimoine mondial africain, moteur de développement durable » à Arusha (Tanzanie) (du 31 mai au 3 juin 2016), financée par la République populaire de Chine et la République-Unie de Tanzanie. Elle abordera la sauvegarde du patrimoine mondial de la région africaine et son importance pour le développement durable.</p>	<b>20 GA 13</b>	Protection et conservation du patrimoine mondial dans le cadre du développement durable.

AFR	Organisation d'ateliers de formation dans trois sites naturels africains du patrimoine mondial (« Mosi-oa-Tunya / Chutes Victoria » (Zambie/Zimbabwe), « Parc Maloti-Drakensberg » (Afrique du Sud/Lesotho) et « Parc national du lac Malawi » (Malawi)), dans le cadre d'un projet de développement de stratégies de tourisme durable par les gestionnaires de quatre sites naturels africains, financé par le gouvernement flamand.	<b>36 COM 5E</b>	Préparation d'un projet de stratégies de tourisme durable pour les trois sites naturels du patrimoine mondial.  Renforcement du réseau d'acteurs du tourisme et de la gestion des sites et développement de l'outil en ligne.  Développement d'une stratégie holistique pour la « Zone de conservation de Ngorongoro » (Tanzanie), portant également sur le tourisme durable.
AFR	Projet de renforcement du mur du fort de Gereza en front de mer et mise à jour du plan de gestion et du plan d'occupation des sols de Songo Mnara sur le site des « Ruines de Kilwa Kisiwani et de Songo Mnara » (Tanzanie).	<b>38 COM 7A.27</b>	Construction du mur protecteur en front de mer au fort de Gereza, achèvement de la version anglaise du plan d'occupation des sols et des lois associées et  Mise à jour du plan de gestion.  Problèmes rencontrés : retard de trois mois du fait de l'opposition initiale des collectivités locales au projet et de formalités bancaires.
AFR	Construction d'un pavement sur le site de Mongomi Wa Kolo (Sites d'art rupestre de Kondoa, Tanzanie).		Protection des peintures rupestres contre la poussière et mise en place d'un environnement favorable à la conservation par l'autorité de gestion et les praticiens traditionnels.
AFR	Mise en œuvre du plan d'urgence pour les Forêts humides de l'Atsinanana (Madagascar), financé par la NORAD (Norvège), afin de retirer le bien de la Liste du patrimoine mondial en péril.	<b>35 COM 7A.10</b>	Mise en œuvre du plan d'urgence pour la sauvegarde du bien. Limitation de la coupe et du trafic illégal de palissandre et implication des communautés locales dans la protection du bien.
AFR	Revue de la Stratégie de réduction de la pression exercée par le pacage sur le Parc national du Simien (Éthiopie) par le Centre du patrimoine mondial, l'Ethiopian Wildlife Conservation Authority et l'African Wildlife Foundation, avec le Fonds-en-dépôt néerlandais. Ce projet vise à réduire la pression exercée par le pacage, à réhabiliter les zones dégradées et à assurer un suivi pour retirer le bien de la Liste du patrimoine mondial en péril.	<b>34 COM 7A.9</b> <b>37 COM 7A.10</b>	Mise au point d'une stratégie de réduction de la pression avec les communautés locales et les autres acteurs clés.
AFR	Actions d'urgence sur le mur de soutien du Fort Jésus, Mombasa (Kenya) et organisation d'un atelier de sensibilisation des acteurs locaux.	<b>35 COM 8B.19</b>	Achèvement du premier rapport technique sur l'érosion marine proposant des mesures à court et à long terme et des interventions d'urgence sur les zones les plus importantes. Un atelier a favorisé l'appropriation du projet à l'échelle locale.  Difficultés rencontrées : déblocage tardif des fonds.
APA	Assistance d'urgence (18 140 dollars EU) pour le Domaine du chef Roi Mata (Vanuatu) frappé par le cyclone Pam en mars 2015. Mis en œuvre par le Vanuatu Cultural Centre (du 16 au 26	<b>32 COM 8B.27</b>	Évaluation des dommages par 3 experts. Implication des communautés dans la protection du bien.

	avril 2016) avec l'appui du Centre du patrimoine mondial, ce projet a aidé la direction du site à évaluer les dommages et renforcé sa capacité. Les recommandations de la phase d'évaluation ont abouti à un nouveau projet impliquant la définition d'un plan complet de réduction des risques de catastrophe pour lutter contre les menaces constantes liées au changement climatique (et à la montée du niveau de la mer), aux risques volcaniques, sismiques et cycloniques au niveau du bien.		Achèvement du projet de reconstruction prévu pour juillet 2016.
APA	Assistance d'urgence (74 940 dollars EU) du Fonds du patrimoine mondial et assistance constante au Népal pour la sauvegarde, la conservation et la réhabilitation d'urgence de la Vallée de Kathmandu suite au tremblement de terre.	<b>39 COM 7B.65</b>	Documentation et évaluation des monuments choisis.  Sécurisation de 1 518 éléments en bois.
ARB	Mise en œuvre d'un plan d'intervention d'urgence pour sauvegarder le patrimoine culturel du Yémen, incluant une évaluation rapide pour mieux analyser les dommages, des formations à la conservation et la création de cartes thématiques pour définir les aires de protection.	<b>39 COM 7A.37</b> <b>39 COM 8C.2</b>	Développement et mise en œuvre (en cours) d'un plan d'intervention d'urgence.
ARB	Réunion internationale sur le patrimoine naturel de la région arabe intitulée « The Management of Natural Heritage in support of Sustainable Development: An Institutional Challenge in the Arab States » (La gestion du patrimoine naturel pour favoriser le développement durable : un problème institutionnel des États arabes) au siège de l'UNESCO (21 décembre 2015). Les participants ont décidé de profiter de la COP 22 (Maroc, 2016) pour préparer une réunion ministérielle régionale sur le patrimoine naturel.	<b>20 GA 13</b>	Recommandations pour sensibiliser et mobiliser les décideurs et les communautés locales afin d'étoffer les connaissances sur le développement durable dans les programmes scolaires et de renforcer la coopération entre les mécanismes et programmes existants.
ARB	Assistance du « Site archéologique d'Al Zubarah » (Qatar) pour évaluer l'impact du projet de construction d'une sous-station électrique dans la zone tampon du bien (juin 2015).	<b>37 COM 8B.23</b>	Recommandations proposées à l'État partie.
ARB	Réunion d'experts sur la reconstruction post-conflit au Moyen-Orient et à Alep au siège de l'UNESCO (les 18 et 19 juin 2015), portant sur les difficultés de la reconstruction post-conflit dans le contexte de destructions et de dommages urbains importants.	<b>39 COM 8C.2</b> <b>39 COM 7A.36</b>	Développement d'un plan d'action pour la reconstruction post-conflit.
EUR	Facilitation d'un jumelage entre les Fjords de l'Ouest de la Norvège et Glacier Bay (États-Unis) pour améliorer la protection contre la pollution des navires de croisière : <a href="http://whc.unesco.org/fr/actualites/1347/">http://whc.unesco.org/fr/actualites/1347/</a>	<b>36 COM 5E</b>	Développement d'un plan de tourisme durable dans les Fjords de l'Ouest de la Norvège.
EUR	Adoption du Rapport final sur les résultats du deuxième cycle de l'exercice de soumission des Rapports périodiques pour la région Europe, d'un Plan d'action et du Plan d'action cadre d'Helsinki. Développement d'une enquête de suivi pour permettre aux États parties d'indiquer leur niveau de mise en œuvre du Plan d'action d'Helsinki et au Centre du patrimoine mondial de suivre les progrès au niveau régional.	<b>39 COM 10A</b>	Développement d'une enquête biennale de suivi du Plan d'action cadre d'Helsinki pour l'Europe.  Renforcement du mécanisme de suivi au niveau régional.

EUR	Mise en œuvre du Fonds-en-dépôt portugais : fourniture de conseils et d'un soutien stratégique par du personnel temporaire financé par le Fonds-en-dépôt sur les procédures, politiques et problèmes statutaires liés à la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial dans un groupe de pays européens.		Conseils et soutien pour améliorer les capacités des États parties à mettre en œuvre la Convention du patrimoine mondial.
LAC	Exécution de deux missions d'appui technique pour retirer le Réseau de réserves du récif de la barrière du Belize de la Liste du patrimoine mondial en péril. <a href="http://whc.unesco.org/fr/actualites/1455/">http://whc.unesco.org/fr/actualites/1455/</a>	<b>37 COM 8C.2</b> <b>38 COM 7A.31</b> <b>39 COM 7A.18</b>	Développement d'un état de conservation souhaité à 3 ans pour le bien. Interdiction totale de l'exploration pétrolière en mer par le Gouvernement.
LAC	Soutien contre la pêche illégale dans le Parc national de l'île Cocos (Costa Rica). <a href="http://whc.unesco.org/fr/actualites/1348/">http://whc.unesco.org/fr/actualites/1348/</a>		Mise à niveau des navires de patrouille et modernisation des radars en 2015.
LAC	Finalisation du projet de la ville de Cuenca (Équateur) d'impliquer les femmes et les jeunes dans la transmission des techniques artisanales de conservation de l'architecture de terre.	<b>31 COM 21 B</b>	Renforcement de la conservation et de la gestion du bien en misant sur l'inclusion sociale.
LAC	Appui des autorités nationales du Chili, du Honduras et du Nicaragua dans le cadre de la préparation des demandes d'assistance internationale pour les urgences, la conservation et la gestion.	<b>38 COM 8C</b>	Renforcement des méthodes de conservation et de gestion.
LAC	Participation à la IIIe réunion internationale des villes du patrimoine mondial, organisée avec l'Organisation des villes du patrimoine mondial (OVPM) à Arequipa (Pérou, du 3 au 6 novembre 2015). <a href="http://www.unesco.org/new/es/lima/communities/single-view/news/inicio_congreso_mundial_de_ciudades_patrimonio_mundial_en_arequipa/#.Vt2_4fl_NBd">http://www.unesco.org/new/es/lima/communities/single-view/news/inicio_congreso_mundial_de_ciudades_patrimonio_mundial_en_arequipa/#.Vt2_4fl_NBd</a> (en espagnol uniquement)	<b>38 COM 5E</b>	Réflexion sur les difficultés de développement et de mise en œuvre des politiques de gestion, de protection et de conservation urbaines.
LAC	Atelier « Protection, conservation and management of the Qhapaq Ñan, World Heritage » (protection, conservation et gestion de Qhapaq Ñan, patrimoine mondial), Villa Ocampo, Buenos Aires (Argentine, 24 août 2015), organisé par le bureau de l'UNESCO de Montevideo en étroite collaboration avec les institutions nationales argentines.	<b>38 COM 8B.43</b>	Amélioration de la conservation et de la gestion du bien en série, y compris en impliquant la communauté.

LAC	Participation à la conférence thématique « Intermediate cities: urban development and renovation » (Villes intermédiaires : développement urbain et rénovation), l'une des sept conférences préparatoires à l'HABITAT III, Cuenca (Équateur, du 9 au 11 novembre 2015). <a href="http://www.unesco.org/new/es/quito/media-service/single-view/news/la_oficina_de_unesco_en_quito_participo_en_la_conferencia_tematica_ciudades_intermedias_crecimiento_y_renovacion_urbana/#.Vt2syvl_NBc">http://www.unesco.org/new/es/quito/media-service/single-view/news/la_oficina_de_unesco_en_quito_participo_en_la_conferencia_tematica_ciudades_intermedias_crecimiento_y_renovacion_urbana/#.Vt2syvl_NBc</a> (en espagnol uniquement)		Meilleure appréhension du développement urbain et de la rénovation des villes.
LAC	Conférence internationale « The Historic Urban Landscape as a tool for sustainable urban development » (Le paysage urbain historique, un outil de développement urbain durable) à Quito (Équateur) (du 9 au 11 septembre 2015) : <a href="http://www.unesco.org/new/es/quito/media-service/single-view/news/encuentro_internacional_el_paisaje_urbano_historico_como_herramienta_del_de_sarrollo_urbano_sostenible_se_inauguro_en_quito/#.Vt29pPI_NBc">http://www.unesco.org/new/es/quito/media-service/single-view/news/encuentro_internacional_el_paisaje_urbano_historico_como_herramienta_del_de_sarrollo_urbano_sostenible_se_inauguro_en_quito/#.Vt29pPI_NBc</a> (en espagnol uniquement)	<b>38 COM 5E</b>	Partage des connaissances sur la Recommandation concernant le paysage urbain historique pour gérer et conserver le patrimoine urbain.  Sensibilisation aux problèmes de gestion du tourisme de masse, de résilience et de gestion des risques ainsi qu'à l'énorme potentiel du réseau des villes créatives.
LAC	Signature, le 20 janvier 2016 à Lima (Pérou), d'un accord entre le bureau de l'UNESCO de Lima et la municipalité de Rimac sur la rénovation et la conservation du patrimoine culturel de Rimac. <a href="http://www.unesco.org/new/es/lima/communities/single-view/news/unesco_peru_y_la_municipalidad_del_rimac_firman_convenio_marco_de_colaboracion/#.Vt2_zfl_NBc">http://www.unesco.org/new/es/lima/communities/single-view/news/unesco_peru_y_la_municipalidad_del_rimac_firman_convenio_marco_de_colaboracion/#.Vt2_zfl_NBc</a> (en espagnol uniquement)		Promotion et protection du patrimoine architectural en renforçant les capacités institutionnelles et en promouvant le patrimoine culturel dans le cadre de programmes éducatifs sur le patrimoine.
LAC	Accord entre le gouvernement mexicain et le Bureau de l'UNESCO à Mexico sur la mise à jour du plan complet de gestion du centre historique de Mexico, décembre 2015, élaboré en étroite collaboration avec les autorités de gestion et la participation des étudiants de la faculté d'architecture de la Universidad Nacional Autónoma de México (UNAM).		Mise à jour du plan complet de gestion du centre historique de la ville de Mexico.  Amélioration de la gestion et de la conservation du bien.
LAC	Conférences et séminaires pour fêter le 21 <sup>e</sup> anniversaire de l'inscription des <i>Lignes et géoglyphes de Nasca et de Pampas de Jumana</i> au patrimoine mondial, à Nasca (Pérou, 17 décembre 2015).		Partage d'informations sur le plan de gestion du bien.
<b>3C Activités pour encourager la mise en place de mesures efficaces de renforcement des capacités (Renforcement des Capacités)</b>			
<b>RÉGION</b>	<b>ACTIVITÉS</b>	<b>DÉCISION</b>	<b>RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées</b>

GLO	<p>Organisation du Forum 2015 des jeunes experts du patrimoine mondial par le Centre du patrimoine mondial et la Commission nationale allemande pour l'UNESCO à l'occasion de la 39e session du Comité du patrimoine mondial : « Vers une gestion durable des sites du patrimoine mondial ». Trente-deux jeunes représentants de 32 États parties ont discuté des problèmes liés à la gestion durable des sites du patrimoine mondial et à la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial.</p> <p><a href="http://whc.unesco.org/en/events/1220">http://whc.unesco.org/en/events/1220</a>; <a href="http://whc.unesco.org/en/news/1238/">http://whc.unesco.org/en/news/1238/</a> (en anglais uniquement)</p>		Information des jeunes sur le concept, le principe et les méthodes de travail de la Convention du patrimoine mondial.
GLO	<p>Lancement d'un kit Patrimoine mondial et tourisme durable (guides pratiques) destiné aux gestionnaires de sites et acteurs du tourisme. Ce kit en ligne propose des orientations et des lignes directrices sur le développement durable et le développement de savoir-faire généraux en matière de gestion des sites.</p>	<b>36 COM 5E</b>	Développement d'un outil de formation pour les ateliers sur le tourisme durable organisés en Afrique et en Asie du Sud-Est.
GLO	<p>Développement d'une première compilation de meilleures pratiques de gestion des sites marins du patrimoine mondial et d'orientations étape par étape sur la description de la valeur universelle exceptionnelle (juin 2015).</p> <p><a href="http://whc.unesco.org/fr/actualites/1300/">http://whc.unesco.org/fr/actualites/1300/</a></p>		Renforcement des capacités des gestionnaires de sites marins à appliquer les meilleures pratiques des autres sites afin d'améliorer la gestion de leur site.
GLO	<p>Activités opérationnelles du réseau de gestionnaires de sites marins du patrimoine mondial regroupant 47 sites marins de 36 pays. Une 3e conférence des gestionnaires de sites marins du patrimoine mondial est prévue en août 2016.</p>	<b>29 COM 5B</b> <b>37 COM 5E</b>	Renforcement de la visibilité du travail local de conservation des sites marins, amélioration de l'accès à l'expertise marine et de l'échange de solutions de gestion et de meilleures pratiques entre sites marins du patrimoine mondial.
GLO	<p>Organisation d'ateliers de formation dans toutes les régions (liste non exhaustive) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Atelier sur la gestion des risques destiné aux praticiens, organisé avec l'AWHF sur le site du Brandberg, et financé par le fonds-en-dépôt néerlandais (février 2016 en Namibie).</li> <li>• Voyage d'étude de renforcement des capacités du gestionnaire de site et du directeur de la Maison du patrimoine de Grand-Bassam, Côte d'Ivoire, dans le cadre de l'accord de coopération France-UNESCO.</li> <li>• Ateliers d'initiation au tourisme durable dans le cadre du projet « The Power of Culture: Supporting Community-Based Management and Sustainable Tourism at World Heritage Sites in Malaysia and South-East Asia » (Le pouvoir de la culture : appui de la gestion communautaire et du tourisme durable sur les sites du patrimoine mondial de Malaisie et d'Asie du Sud-Est), coordonné par le bureau de l'UNESCO à Jakarta avec l'appui du fonds-en-dépôt malais.</li> <li>• Atelier international sur la réduction des risques de catastrophe sur les sites naturels du patrimoine mondial d'Asie-Pacifique à Dehradun (Inde, du 24 au 28 août 2015), organisé par le « Centre de gestion et de formation sur le patrimoine mondial naturel pour la région Asie-Pacifique » de catégorie 2 de l'UNESCO (Inde).</li> </ul>	<b>35 COM 10A</b>	<p>Renforcement des capacités des gestionnaires de sites, membres des communautés, jeunes et experts du patrimoine.</p> <p>Échange de bonnes pratiques de gestion et de conservation des sites du patrimoine mondial.</p> <p>Diffusion d'informations sur la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial.</p> <p>Création et renforcement des réseaux d'acteurs clés dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial.</p> <p>Développement de stratégies de gestion et de tourisme durables sur les sites du patrimoine mondial.</p> <p>Définition d'études de cas et de modèles de bonnes pratiques.</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation de la région Asie-Pacifique sur la Recommandation de l'UNESCO concernant le paysage urbain historique (HUL), à l'« Institut de formation et de recherche sur le patrimoine mondial pour la région Asie-Pacifique » (Shanghai, Chine, du 14 au 17 décembre 2015).</li> <li>• Atelier de formation international sur le renforcement des capacités de gestion efficace des sites marins et côtiers du patrimoine mondial de la région Asie-Pacifique, au Bengal-Occidental (Inde, du 26 au 28 février 2016), organisé par le « Centre de gestion et de formation sur le patrimoine mondial naturel pour la région Asie-Pacifique » de catégorie II sous les auspices de l'UNESCO à l'Institut indien de la faune sauvage.</li> <li>• Formation touristique « Améliorer l'interprétation de la Route de la soie et formation de guides de qualité » à Khiva (Ouzbékistan) (du 24 août au 6 septembre 2015) avec l'appui de l'OMT et de la Fédération mondiale des associations de guides touristiques.</li> <li>• Atelier sur l'inventaire national et les routes de la soie à Thimphou (Bhoutan, du 11 au 16 février 2016).</li> <li>• Atelier de préparation et de documentation pour la proposition d'inscription au patrimoine mondial des routes de la soie du corridor du patrimoine Syr Darya, à Uzgen (Kirghizistan, du 2 au 10 octobre 2015).</li> <li>• Formation à la gestion des risques de catastrophe pour le patrimoine culturel des petits États insulaires en développement du Pacifique à Port-Vila (Vanuatu, octobre 2015).</li> <li>• Atelier et forum internationaux sur le paysage culturel et son importance au Bhoutan, à Paro et Thimphou (Bhoutan, du 22 juillet au 7 août 2015).</li> <li>• Atelier de formation « Planning for the Conservation and Development of Historic Towns and Urban Areas in Fiji » (Planification de la conservation et du développement des villes historiques et zones urbaines des Fidji) à Suva (Fidji, juillet-août 2015), financé par le fonds-en-dépôt néerlandais.</li> <li>• Atelier de renforcement des capacités « Al Ain World Heritage Site Educational Kit Production and implementation » (production et mise en œuvre d'un kit éducatif sur le site du patrimoine mondial d'Al Ain), à Abou Dhabi (EAU, du 24 au 26 août 2015).</li> <li>• Atelier de renforcement des capacités de mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial à Ramallah (Palestine, les 24 et 25 novembre 2015).</li> <li>• Atelier de formation à la conservation des biens du patrimoine mondial libyen à Tunis (Tunisie, les 28 et 29 avril 2015).</li> <li>• Atelier de formation sur la préparation de la déclaration de valeur universelle exceptionnelle et de la Liste indicative pour les professionnels libyens du patrimoine à Tunis (Tunisie, du 4 au 7 octobre 2015).</li> <li>• Atelier de renforcement des capacités des gestionnaires de sept sites roumains du patrimoine mondial en matière de tourisme durable et de gestion des risques de catastrophes, avec l'appui du gouvernement italien et du Bureau régional de l'UNESCO pour la science et la culture en Europe (Venise).</li> <li>• Atelier de renforcement des capacités de gestion des sites désignés par l'UNESCO : Sites du patrimoine mondial et réserves de biosphère – édition pilote, Turin (Italie, du 17 au 20 octobre 2015).</li> </ul>		<p>Mise à jour des informations et des savoir-faire techniques actuels.</p> <p>Amélioration des capacités de protection et de conservation des biens du patrimoine mondial.</p> <p>Échange d'expériences et de difficultés concernant la gestion et le développement durable des sites du patrimoine mondial.</p>
--	--	---

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Atelier sur la gestion du respect des règles de pêche dans les sites marins (juillet 2015) avec l'appui du Fonds-en-dépôt flamand et du Fonds Pacifique du ministère français des Affaires étrangères.</li> <li>• Organisation d'ateliers de renforcement des capacités dans le cadre des demandes d'assistance internationale approuvées pour : la « Réserve de la biosphère Río Plátano » (Honduras), les « Ruines de León Viejo » (Nicaragua) et les « Missions jésuites de la Santísima Trinidad de Paraná et Jesús de Tavarangue » (Paraguay).</li> <li>• Séminaire international sur les villes, la culture et l'avenir. Expositions, échange d'expériences, ateliers et conférences à Buenos Aires (Argentine, du 7 au 9 octobre 2015).</li> <li>• Série d'ateliers sur le développement d'une stratégie de tourisme durable et d'options de structure de gouvernance pour la gestion du tourisme dans la « Ville coloniale de Saint-Domingue » (République dominicaine), en 2015.</li> </ul>		
AFR	Mise en œuvre du programme de Conservation de la biodiversité en zones de conflit armé afin de revoir la mise en œuvre de la Déclaration de Kinshasa (janvier 2011) et les progrès accomplis pour retirer au moins un bien de la Liste du patrimoine mondial en péril.	<b>39 COM 7A.9</b>	Diffusion d'informations sur la conservation des biens en situation de conflit armé.
AFR	Événement « Entrepreneurship at World Heritage Sites in Africa » (Esprit d'entreprise sur les sites africains du patrimoine mondial) organisé en marge de la 39e session du Comité du patrimoine mondial (Bonn, 2015).		Échange d'informations sur les meilleures pratiques reconnues en matière d'entreprise sur les sites africains du patrimoine mondial.
AFR	Projet de promotion de l'implication des communautés locales dans la gestion et l'amélioration des conditions de vie dans la Réserve de faune de Dja (Cameroun), soutenu par la Fondation suisse Franz Weber (300 000 dollars EU). 60 femmes ont été formées à la domestication de produits forestiers.	<b>37 COM 7B.1</b>	Émancipation des femmes par l'amélioration de leurs sources de revenus.
APA	Forum de jeunes sur le patrimoine mondial à Siem Reap (Cambodge, du 25 novembre au 3 décembre 2015). Participation de 38 jeunes de 20 pays de la région Asie-Pacifique. <a href="http://whc.unesco.org/fr/actualites/1344/">http://whc.unesco.org/fr/actualites/1344/</a>		Partage des connaissances sur la conservation des sites de la région Asie et les méthodes de travail du Comité du patrimoine mondial.
APA	Activités de renforcement des capacités dans la vallée de Kathmandu suite au tremblement de terre. Neuf participants népalais, bénévoles et charpentiers compris, ont reçu une formation pratique sur l'identification des caractéristiques iconographiques des objets sauvés afin de les trier, de les étiqueter et de les documenter.	<b>39 COM 7B.65</b>	Renforcement des capacités de conservation.
ARB	Assistance de l'équipe de Beyrouth chargée de la mise en œuvre du projet de sauvegarde d'urgence du patrimoine culturel syrien.		Amélioration des connaissances techniques en matière de consolidation structurelle et de techniques d'enregistrement. Harmonisation des inventaires et des efforts de suivi.

LAC	Lancement du projet : « Préservation du patrimoine et appui au secteur touristique » (PAST) financé par la Banque mondiale, en Haïti, à mettre en œuvre de 2016 à 2022.	<b>35 COM 9B</b> <b>38COM7B.4</b> <b>4</b>	Le projet fournira une assistance technique dans plusieurs domaines, en se concentrant particulièrement sur le renforcement des capacités.  Adoption et mise en œuvre du plan de travail des activités et des ressources financières et humaines nécessaires, en coopération avec le Centre du patrimoine mondial et le Bureau de l'UNESCO à Port-au-Prince.
LAC	Projet de Jeunes du patrimoine mondial sur la biodiversité marine et le changement climatique au Parc national de Coiba (Panama du 25 au 29 janvier 2016). Participation de 14 jeunes venant de 14 pays d'Amérique centrale et des petits États insulaires en développement des Caraïbes.  <a href="http://whc.unesco.org/fr/actualites/1378/">http://whc.unesco.org/fr/actualites/1378/</a>		Renforcement des capacités des jeunes en matière de conservation de la biodiversité marine.
LAC	Mission d'appui technique au « Centre Luis Costa de renforcement des capacités et gestion patrimoniale » de catégorie 2 sous les auspices de l'UNESCO, à Rio de Janeiro (Brésil, décembre 2015) afin de développer un module pilote de mise en œuvre de la stratégie de renforcement des capacités sud-américaines en matière de patrimoine mondial.	<b>37 COM 10A</b> <b>38 COM 10B.4</b> <b>39 COM 7B.36</b>	Développement d'une stratégie commune de mise en œuvre du programme de renforcement des capacités en Amérique du Sud.  Préparation d'un projet de module pilote de renforcement des capacités.
LAC	Mise en œuvre de plusieurs activités de renforcement des capacités dans le cadre de projets extrabudgétaires pour les biens suivants : « Tiwanaku : centre spirituel et politique de la culture tiwanaku » (Bolivie), « Centre historique de Santa Ana de los Ríos de Cuenca » (Équateur), « Qhapaq Ñan, réseau de routes andin » (Argentine, Bolivie, Chili, Colombie, Équateur et Pérou) et « Parc national de Tikal » (Guatemala).		Renforcement des capacités de conservation et de gestion des acteurs.
LAC	Atelier aux Galápagos, avec des gestionnaires du « Parc national des Galápagos », du « Sanctuaire de faune et de flore de Malpelo » et du « Parc national de l'île Cocos » afin de partager les meilleures pratiques, de renforcer les capacités globales des gestionnaires de sites ainsi que le sentiment d'appartenance. Cet atelier a été organisé dans les îles Galápagos (Équateur, du 20 au 24 juillet 2015) avec l'appui du fonds-en-dépôt flamand et du Fonds Pacifique du ministère français des Affaires étrangères.  <a href="http://whc.unesco.org/fr/actualites/1335/">http://whc.unesco.org/fr/actualites/1335/</a>		Renforcement du respect des règles de pêche sur plusieurs sites du patrimoine mondial latino-américains.  Développement d'un système de surveillance dans les îles Galápagos.
LAC	Assistance à la mise en œuvre par le Pérou du projet de création d'un musée national archéologique (15 janvier 2016). Ce projet a été mené à bien en étroite collaboration avec l'UNESCO Lima et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS).		Assistance technique pour le renforcement des capacités au Pérou.

	<a href="http://www.unesco.org/new/es/lima/communities/single-view/news/ministerio_de_cultura_unops_y_unesco_peru_anuncian_creacion_del_museo_nacional_de_arqueologia/#.Vt2_0vl_NBc">http://www.unesco.org/new/es/lima/communities/single-view/news/ministerio_de_cultura_unops_y_unesco_peru_anuncian_creacion_del_museo_nacional_de_arqueologia/#.Vt2_0vl_NBc</a> (en espagnol uniquement)		
LAC	Réunion pour mettre en place la structure de gouvernance du « Centre Luis Costa de renforcement des capacités et gestion patrimoniale »/IPHAN (les 26 et 27 novembre 2015, Rio de Janeiro).  <a href="http://whc.unesco.org/fr/evenements/1272/">http://whc.unesco.org/fr/evenements/1272/</a>		Composition et mise en place du Conseil d'administration, du Comité exécutif et nomination du directeur.  Préparation du plan de travail pour 2016-2017.
<b>4C. Activités pour développer la sensibilisation du public, la participation et le soutien au patrimoine mondial par la communication (Communication)</b>			
RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
GLO	Événements et initiatives précédant et accompagnant la COP 21 de la CCNUCC : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Entretien vidéo avec la Directrice du Centre du patrimoine mondial (<a href="http://whc.unesco.org/fr/actualites/1404">http://whc.unesco.org/fr/actualites/1404</a>). <ul style="list-style-type: none"> <li>• Numéro 77 de la revue Patrimoine mondial consacré au changement climatique (<a href="http://whc.unesco.org/fr/revue/77/">http://whc.unesco.org/fr/revue/77/</a>)</li> </ul> </li> <li>• Coopération avec l'Organisation météorologique mondiale (<a href="http://whc.unesco.org/fr/actualites1388">http://whc.unesco.org/fr/actualites1388</a>).</li> <li>• Coopération avec LG Electronics : fourniture de deux écrans TV couleurs OLED pour le pavillon de l'UNESCO afin de diffuser des photos très haute qualité des sites du patrimoine mondial et du patrimoine subaquatique.</li> <li>• Sensibilisation au programme marin du patrimoine mondial dans le pavillon de l'UNESCO à la COP 21 avec l'appui de Jaeger-LeCoultre (<a href="http://whc.unesco.org/fr/actualites1390">http://whc.unesco.org/fr/actualites1390</a>), Journée thématique « Les sites de l'UNESCO : Un observatoire sur le changement climatique en collaboration avec le programme MAB et les programmes de géoparcs de l'UNESCO » (<a href="http://whc.unesco.org/fr/evenements/1270">http://whc.unesco.org/fr/evenements/1270</a>). Participation à un événement en marge de la COP 21 sur l'amélioration du traitement du patrimoine mondial dans le prochain rapport d'évaluation du GIEC (<a href="http://whc.unesco.org/fr/evenements/1271/">http://whc.unesco.org/fr/evenements/1271/</a>)</li> </ul>	<b>31 COM 7.1</b> <b>39 COM 7</b>	Renforcement de la visibilité et de l'appui des sites du patrimoine mondial pour les aider à faire face au changement climatique.  Sensibilisation à l'idée que ces sites représentent un actif à protéger.  Renforcement de la capacité des communautés et de leurs biens à résister, absorber et récupérer des effets du changement climatique.
GLO	Publication sur le déroulement du congrès mondial des parcs de l'UICN « Le Patrimoine mondial au Congrès mondial des parcs 2014 : la promesse de Sydney » ( <a href="http://whc.unesco.org/fr/280/?id=871&amp;">http://whc.unesco.org/fr/280/?id=871&amp;</a> ).		Amélioration de la visibilité et renforcement de l'engagement par rapport aux résultats du congrès, y compris aux recommandations de la communauté

			mondiale de conservation sur le patrimoine mondial pour la prochaine décennie.
GLO	Soutien du 7e Forum de jeunes sur le patrimoine mondial « Patrimonio Mundial, Patrimonio para todos » en Espagne (du 12 au 20 juillet 2015). Participation de 33 jeunes (de 13 à 15 ans) et de 11 professeurs de 11 pays et de plusieurs régions espagnoles. <a href="http://www.mecd.gob.es/cultura-mecd/areas-cultura/patrimonio/mc/foro-juvenil/7-2015/presentacion.html">http://www.mecd.gob.es/cultura-mecd/areas-cultura/patrimonio/mc/foro-juvenil/7-2015/presentacion.html</a> (en espagnol uniquement)		Implication des jeunes dans la protection du patrimoine.
GLO	Production d'un nouvel épisode de Patrimonito sur le thème de la biodiversité avec le site du Parc national des Sundarbans (Inde). Diffusion sur DVD (1000) et en ligne : écoles du réseau, événements du Centre du patrimoine mondial, événements liés à l'EDD, Bureaux hors-siège et Commissions nationales. <a href="http://whc.unesco.org/fr/patrimonito/">http://whc.unesco.org/fr/patrimonito/</a>		Diffusion d'informations sur le patrimoine mondial auprès des jeunes.
GLO	Diffusion d'un court-métrage sur un site marin du patrimoine mondial à l'occasion de la Journée de la Terre à New York (22 avril 2016) avec l'appui de Jaeger-LeCoultre.		Sensibilisation à la nécessité de protéger les sites marins.
GLO	Étude urbaine pour un nouveau volume des Cahiers du patrimoine mondial, visant à identifier les menaces et à définir le vocabulaire de la conservation urbaine. Cette étude propose des catégories et types de patrimoine urbain, un tableau de villes comprenant du patrimoine mondial sur leur territoire, une analyse des menaces pesant sur le patrimoine urbain, un guide de recherche sur le patrimoine urbain, des études de cas et recommandations pour l'identification, la gestion et la conservation du patrimoine urbain.	<b>39 COM 11</b>	Amélioration des outils en ligne existants sur le patrimoine urbain et développement de nouveaux supports et ressources en ligne sur la conservation urbaine.
GLO	Publication du n°38 des Cahiers du patrimoine mondial « Sauvegarder les précieuses ressources des communautés insulaires » (mai 2015), avec le soutien du Fonds-en-dépôt japonais.	Programme des PEID	Diffusion d'informations sur la sauvegarde du patrimoine mondial et les communautés insulaires.
AFR	Projection du documentaire « Virunga » présentant les menaces pesant sur le site éponyme du patrimoine mondial au siège de l'UNESCO (22 avril 2015). Distribution de 500 exemplaires d'une brochure de 4 pages intitulée « Conservation de la biodiversité des sites du patrimoine mondial de l'UNESCO en RDC » (français uniquement).		Renforcement de la visibilité et des connaissances sur les menaces pesant sur les sites du patrimoine mondial.
AFR	Publication d'un manuel des visites guidées sur les Tombes des rois du Buganda à Kasubi (Ouganda) à l'usage des guides touristiques avec l'aide du Fonds-en-dépôt japonais.	<b>36 COM 7A.18</b>	Formation et sensibilisation des guides touristiques.
AFR	Approbation de la Journée du Patrimoine Mondial Africain par la Conférence générale de l'UNESCO (novembre 2015). Cette initiative vise à sensibiliser à la nécessité de la protection du patrimoine et à souligner son intérêt pour le développement durable.	<b>38 C/53</b>	Sensibilisation aux menaces pesant sur le patrimoine mondial africain.

AFR	Forum du patrimoine mondial de la jeunesse Afrique à Robben Island (Afrique du Sud) avec des participants de 24 pays africains (avril 2016).		Implication des jeunes dans la promotion et la protection du patrimoine mondial africain.
APA	Publication d'une brochure de 58 pages présentant l'atlas culturel du Bhoutan à l'usage des pouvoirs publics, des collectivités locales, des ONG et autres acteurs.		Renforcement des capacités de protection du patrimoine culturel des régions de Bumthang et de Trongsa (Bhoutan).
APA	Atelier sur le Plan d'action pour le patrimoine mondial du Pacifique 2016-2020 (Suva, Fidji, décembre 2015) avec l'appui du Fonds du patrimoine mondial et du Fonds-en-dépôt néerlandais. Réunion d'États parties du Pacifique, d'institutions régionales, d'organisations consultatives et de représentants de l'UNESCO pour revoir le plan d'action du patrimoine mondial du Pacifique 2010-2015, créé dans le cadre de l'exercice de soumission des Rapports périodiques, et définir un nouveau plan d'action pour la période 2016-2020.	<b>39 COM 10B.1</b>	Finalisation en cours de ce plan d'action, qui sera publié sur le site internet du Centre du patrimoine mondial et envoyé aux États parties du Pacifique et partenaires.
ARB	Exposition et brochure sur le patrimoine moderne architectural et urbain du monde arabe (MUAMA) au Koweït (du 1er au 5 décembre 2015).		Sensibilisation à l'importance de la protection et de la promotion du patrimoine moderne de la région arabe.
ARB	Cours magistraux sur l'action de l'UNESCO pour la conservation du patrimoine urbain à l'occasion du 4e Forum international des Medinas à Ouazzane (Maroc, le 6 mai 2015) et cours magistraux sur l'action de l'UNESCO pour la conservation du patrimoine urbain à l'Université Ibn Khaldoun de Tunis (Tunisie, le 2 octobre 2015).		Partage d'informations sur la conservation du patrimoine urbain.
ARB	Soutien à la campagne #Unite4Heritage par le biais du partage d'informations. Le Centre du patrimoine mondial est beaucoup intervenu pour parler, dans les médias internationaux, de la situation du patrimoine culturel endommagé par les conflits armés.		Sensibilisation à la destruction du patrimoine culturel dans les zones de conflit.
EUR	Publication de l'ouvrage « Le patrimoine mondial en Europe aujourd'hui » (février 2016) avec l'appui de l'accord de coopération France-UNESCO. Développée suite au deuxième cycle de soumission de rapports périodiques, la publication était destinée au grand public. Une stratégie marketing a été développée et mise en œuvre dans plusieurs médias, avec une campagne réussie sur les réseaux sociaux intitulée #OurWorldHeritage.	<b>39 COM10A</b>	Renforcement de la visibilité et diffusion d'informations sur le patrimoine mondial en Europe accessibles à un large public dans un format facilement utilisable.
EUR	Publication du rapport final sur le deuxième cycle de l'exercice de soumission des Rapports périodiques « Comprendre le patrimoine mondial en Europe et en Amérique du Nord » dans le cadre du n°43 des Cahiers du patrimoine mondial.	<b>39 COM 10A</b>	Diffusion d'informations sur les résultats de l'exercice de soumission de Rapports périodiques en Europe et en Amérique du Nord.
LAC	Publication de « El Patrimonio Moderno en Iberoamérica. Protección y coordinación internacional » (Mexico, Mexique, 24 février 2016). <a href="http://www.unesco.org/new/es/mexico/press/news-and-articles/content/news/presentacion_del_libro_el_patrimonio_moderno_en_iberamerica/#.Vt2PnUCLUVw">http://www.unesco.org/new/es/mexico/press/news-and-articles/content/news/presentacion_del_libro_el_patrimonio_moderno_en_iberamerica/#.Vt2PnUCLUVw</a> (en espagnol uniquement)		Partage d'informations sur l'urbanisme et l'architecture.

LAC	Publication « A walk in the... » par la maison d'édition Santillana en étroite collaboration avec le bureau UNESCO de Lima (Pérou, 3 novembre 2015). <a href="http://www.unesco.org/new/es/lima/communities/single-view/news/un_paseo_por_unesco_peru_y_santillana_presentan_libro_sobre_educacion_patrimonial/#.Vt2_7fl_NBc">http://www.unesco.org/new/es/lima/communities/single-view/news/un_paseo_por_unesco_peru_y_santillana_presentan_libro_sobre_educacion_patrimonial/#.Vt2_7fl_NBc</a> (en espagnol uniquement)		Élaboration d'un outil de sensibilisation aux centres historiques.
<b>5C. Activités pour développer la sensibilisation et renforcer la participation des communautés locales (Communautés)</b>			
RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
GLO	Organisation de la campagne 2015 de volontaires du patrimoine mondial sur le thème « Challenges in a global changing environment » (Défis dans un environnement mondial changeant) (d'avril à décembre 2015). Mise en œuvre de projets liés à 46 biens ou sites du patrimoine mondial inscrits sur la Liste indicative, par des organisations de jeunes. Participation de plus de 700 bénévoles. <a href="http://whc.unesco.org/fr/pmvolontariat/">http://whc.unesco.org/fr/pmvolontariat/</a>		Participation des jeunes et des communautés locales aux activités liées au patrimoine mondial.
GLO	Projet pilote de scouts en Thaïlande (du 12 au 30 septembre 2015). Vingt-trois compagnons de 15 à 26 ans ont découvert l'histoire du site avec des anciens et participé à la rénovation de 3 bâtiments principaux du bien du patrimoine mondial « Ville historique de Sukhothai et villes historiques associées ». Lancement officiel du projet conjoint OMMS-UNESCO à l'occasion d'un événement Jamboree.		Formation des jeunes à la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial, transmission des connaissances entre générations.
GLO	Partenariat avec la Polynesian Voyaging Society : coopération entre les Secteurs des sciences naturelles et de la culture de l'UNESCO. <a href="http://whc.unesco.org/fr/actualites1215/">http://whc.unesco.org/fr/actualites1215/</a>		Développement de nouveaux partenariats pour les sites marins.
GLO	« Campus urbains - Planification intelligente et villes durables » au siège de l'UNESCO (les 20 et 21 janvier 2016). Campus organisé à l'UNESCO par la Fédération française des agences d'urbanisme (FNAU), l'Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Île-de-France (IAU-IDF) et le Partenariat français pour la ville et les territoires (PFVT) dans le cadre de la Campagne urbaine mondiale.		Renforcement du réseau d'acteurs de la communauté urbaine.
AFR	Événement « UNESCO's policy on engaging with indigenous peoples: An update and presentation of the draft policy in progress » (Politique d'implication des peuples autochtones de l'UNESCO : mise à jour et présentation de la politique en cours d'élaboration) dans le cadre		Renforcement de la participation des peuples autochtones avec l'élaboration d'une politique de l'UNESCO sur l'implication des peuples autochtones.

	de la huitième session du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, à Genève (du 20 au 24 juillet 2015).		
AFR	Participation à l'atelier « Comprendre les pratiques juridiques dans le système du patrimoine mondial », organisé par le Global Science Policy Dialogue à Caux (Suisse, les 18 et 19 janvier 2016). Cet atelier a présenté les meilleures pratiques et mécanismes régionaux de mise en œuvre des droits de l'homme des Nations Unies et recommandé l'adoption de cadres, d'approches et de politiques législatifs complets sur les droits des peuples autochtones.		Partage des connaissances sur les problèmes des peuples autochtones en termes de participation, de moyens de subsistance et de culture.
AFR	Projet « Community-based tourism activities to protect the forests in the Nyiragongo Volcano in Virunga National Park » (Activités touristiques communautaires pour protéger les forêts du volcan Nyiragongo dans le Parc national des Virunga) soutenu par la Direction générale de l'Environnement en Belgique. Ce projet vise à renforcer le rôle des communautés locales dans le développement du tourisme et à financer des équipements pour les guides touristiques.	<b>39 COM 7A.4</b>	Autonomisation des communautés locales.
AFR	Formation pour les communautés au Mozambique : formation de 30 jeunes sortis du système scolaire au tourisme culturel et à l'entrepreneuriat et de 30 jeunes des écoles professionnelles locales à la préservation et à la conservation du patrimoine culturel sur les sites du patrimoine mondial.	Stratégie globale	Autonomisation des jeunes dans le domaine du tourisme et de l'entreprise.
AFR	Projet pilote dans la « Réserve de faune à okapis » (République démocratique du Congo), s'appuyant sur la gestion et la conservation communautaires pour favoriser la paix et la stabilisation. Ce projet vise le renforcement des structures communautaires, la stabilisation des acteurs et la sensibilisation.	<b>39 COM 7A.8</b>	Renforcement du dialogue entre communautés locales, gestionnaires de sites et collectivités locales.
APA	Mise en œuvre d'un projet de développement durable avec les communautés locales afin de redynamiser la production de carreaux vernissés à Makli (Pakistan) pour les travaux de conservation, financé par le Fonds-en-dépôt coréen. Les activités principales couvrent la cartographie socioculturelle des artisans, l'étude des matériaux et des fours locaux et l'identification des communautés susceptibles de bénéficier de la formation. Les franges les plus défavorisées de la population sont particulièrement ciblées. Des chômeurs et/ou SDF ont été formés pour aider à construire des bungalows avec des matériaux locaux. Un programme de communication auprès des familles et des enfants défavorisés a été lancé.		Émancipation des populations les plus défavorisées pour les faire profiter du statut de patrimoine mondial.
ARB	Atelier de formation pour renforcer le rôle des communautés locales dans la conservation et la gestion du « Parc national du banc d'Arguin » (Mauritanie, du 27 au 29 mars 2016). La formation a permis de partager les meilleures pratiques pour renforcer le rôle des communautés locales dans la gestion et la conservation durables des sites du patrimoine mondial et améliorer leurs moyens de subsistance.		Renforcement du rôle des communautés locales dans la gestion et la conservation durables du patrimoine mondial et l'amélioration de leurs moyens de subsistance.

LAC	Réunions, conférences et atelier dans le cadre du projet : « Social inclusion of women and young people through earthen architecture-driven traditional handwork techniques » (Inclusion sociale des femmes et des jeunes par l'apprentissage de techniques traditionnelles d'architecture de terre) dans la ville de Cuenca (Équateur, 2015).	<b>31 COM 21 B</b>	Autonomisation des femmes et des jeunes par l'apprentissage des techniques traditionnelles d'architecture de terre.
LAC	Réunion d'acteurs, impliquant la participation de plus de 20 communautés dans le cadre du projet « Sauvegarde et conservation de Tiwanaku et de la pyramide d'Akapana », Tiwanaku (Bolivie, du 22 au 26 février 2016).	<b>38 COM 7B.39</b>	Participation des communautés aux discussions sur la gestion de Tiwanaku et de la pyramide d'Akapana.

## VII. PROJET DE DÉCISION

### **Projet de décision : 40 COM 5A**

*Le Comité du patrimoine mondial,*

1. *Ayant examiné le document WHC/16/40.COM/5A,*
2. *Rappelant la **Décision 39 COM 5A** adoptée à sa 39e session (Bonn, 2015),*
3. *Prend note avec satisfaction des activités menées à bien par le Centre du patrimoine mondial au cours de l'année écoulée pour atteindre le résultat escompté, à savoir « l'identification, la protection, le suivi et la gestion durable du patrimoine matériel par les États membres, notamment par la mise en œuvre effective de la Convention de 1972 », et les cinq objectifs stratégiques, telles que présentées dans le document WHC/16/40.COM/5A ;*
4. *Se félicite des synergies entre les conventions culturelles dans le cadre du Groupe de liaison des conventions culturelles (GLCC) et de la première réunion des Présidents des six conventions culturelles de l'UNESCO ;*
5. *Se félicite également du renforcement de la coopération et des synergies avec les conventions et programmes associés à la biodiversité ;*
6. *Invite les États parties à soutenir les activités réalisées par le Centre du patrimoine mondial pour la mise en œuvre de la Convention ;*
7. *Demande au Centre du patrimoine mondial de présenter à sa 41e session un rapport sur ses activités.*

## Annexe 1

### Suivi des décisions adoptées par le Comité du patrimoine mondial à sa 39e session (Bonn, 2015)

DÉCISIONS ET POINTS	MIS EN ŒUVRE	EN COURS	RETARDÉS
<b>39 COM 2</b> Admission des Observateurs	✓		
<b>39 COM 3A</b> Ordre du jour provisoire de la 39e session du Comité du patrimoine mondial (Bonn, 2015)	✓		
<b>39 COM 3B</b> Calendrier provisoire de la 39e session du Comité du patrimoine mondial (Bonn, 2015)	✓		
<b>39 COM 5A</b> Rapport du Centre du patrimoine mondial sur ses activités et la mise en œuvre des décisions du Comité du patrimoine mondial		Voir document WHC/16/40.COM/5A	
<b>39 COM 5B</b> Rapports des Organisations consultatives		Voir document WHC/16/40.COM/5B	
<b>39 COM 5C</b> Suivi de l'initiative de la Directrice générale sur « La <i>Convention du patrimoine mondial</i> : réflexion sur l'avenir »	✓		
<b>39 COM 5D</b> Patrimoine mondial et développement durable		Voir document WHC/16/40.COM/5C	
<b>39 COM 5E</b> Recommandations sur l'évaluation de la stratégie globale – Suivi de la décision 38 COM 9C	✓		
<b>39 COM 6</b> Suivi de la Stratégie du patrimoine mondial pour le renforcement des capacités et rapport d'avancement sur les centres de catégorie 2 du patrimoine mondial		Voir document WHC/16/40.COM/6	
<b>39 COM 7</b> État de conservation des biens du patrimoine mondial		Voir document WHC/16/40.COM/7	
<b>39 COM 7A</b> État de conservation des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril		Voir documents WHC/16/40.COM/7A et WHC/16/40.COM/7B	
<b>39 COM 7B</b> État de conservation de biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial		Voir documents WHC/16/40.COM/7A et WHC/16/40.COM/7B	
<b>39 COM 8A</b> Listes indicatives des États parties soumises au 15 avril 2015, conformément aux <i>Orientations</i>		Voir documents WHC/16/40.COM/8A et WHC/16/40.COM/8B	

DÉCISIONS ET POINTS	MIS EN ŒUVRE	EN COURS	RETARDÉS
<b>39 COM 8B</b> Propositions d'inscription de biens sur la Liste du patrimoine mondial		Voir document WHC/16/40.COM/8B	
<b>39 COM 8C</b> Mise à jour de la Liste du patrimoine mondial en péril		Voir document WHC/16/40.COM/8C	
<b>39 COM 8D</b> Clarifications des limites et des superficies des biens par les États parties en réponse à l'Inventaire rétrospectif		Voir document WHC-16/40COM/8D	
<b>39 COM 8E</b> Adoption des Déclarations Rétrospectives de Valeur Universelle Exceptionnelle		Voir document WHC-16/40.COM/8E	
<b>39 COM 9A</b> Rapport d'avancement sur les Processus en amont		Voir document WHC/16/40.COM/9A	
<b>39 COM 9B</b> Rapport d'avancement sur la réflexion sur les processus de propositions d'inscription de biens mixtes	✓		
<b>39 COM 10A</b> Rapport final sur les résultats du deuxième cycle de soumission des Rapports périodiques pour la région Europe et Plan d'action	✓		
<b>39 COM 10B</b> Rapport d'avancement sur le second cycle de l'exercice des rapports périodiques dans les autres régions et réflexion générale sur les rapports périodiques		Voir document WHC/16/40.COM/10B	
<b>39 COM 11</b> Révision des <i>Orientations</i>		Voir document WHC/16/40.COM/11	
<b>39 COM 12</b> Rapport d'avancement sur le projet d'Orientations de politique générale		Voir document WHC/16/40.COM/12	
<b>39 COM 13A</b> Méthodes de travail pour l'évaluation et le processus de prise de décision relatif aux propositions d'inscriptions. Rapport du Groupe de travail ad hoc		Voir document WHC/16/40.COM/13	
<b>39 COM 13B</b> Étude de faisabilité concernant une session ordinaire additionnelle du Comité du patrimoine mondial	✓		
<b>39 COM 14</b> Examen des demandes d'assistance internationale		Voir document WHC/16/40.COM/14	

DÉCISIONS ET POINTS	MIS EN ŒUVRE	EN COURS	RETARDÉS
<b>39 COM 15</b> Rapport sur l'exécution du budget pour l'exercice biennal 2014-2015 et préparation du budget pour l'exercice biennal 2016-2017		Voir document WHC/16/40.COM/15	
<b>39 COM 16</b> Questions diverses		Voir document WHC/16/40.COM/16	
<b>39 COM 17</b> Élection du Président, des vice-Présidents et du Rapporteur de la 40e session du Comité du patrimoine mondial (2016)	✓		
<b>39 COM 18</b> Ordre du jour provisoire de la 40e session du Comité du patrimoine mondial (2016)		Voir document WHC/16/40.COM/3A	

## Réunions d'experts sur le patrimoine mondial et autres réunions, janvier 2016 – décembre 2016

Note : À sa 35e session (UNESCO, 2011), le Comité du patrimoine mondial, par la décision **35 COM 12B**, a demandé au Centre du patrimoine mondial de présenter annuellement une liste des réunions prévues. Il a demandé au Centre de documenter particulièrement toutes les réunions auxquelles le Secrétariat doit assister. Cette liste doit permettre au Comité de décider des priorités et de l'affectation des ressources humaines et financières disponibles. Cette annexe dresse donc la liste récapitulative des réunions prévues.

Réunion	Lieu	Dates	Contact/Responsable
Panel d'assistance internationale	Siège de l'UNESCO	12 janvier 2016	WHC
Centre du patrimoine mondial/Organisations consultatives	Siège de l'UNESCO	13-14 janvier 2016	WHC/PSM
Campus urbains - Planification intelligente et villes durables	Siège de l'UNESCO	20-21 janvier 2016	Fédération des Agences d'Urbanisme (FNAU), Institut d'Aménagement et d'Urbanisme d'Île-de-France (IAU), Partenariat Français pour la Ville et les Territoires (PFVT)  WHC, Programme des Villes du patrimoine mondial
World Heritage Youth Project on Marine Biodiversity & Climate Change (projet de la jeunesse sur la biodiversité marine & le changement climatique)	Coiba, Panama	25 – 29 janvier 2016	WHC, Programme d'éducation des jeunes au patrimoine mondial
Réunion régionale sur le rôle des communautés locales dans la gestion et la	Banc d'Arguin, Mauritanie	27 - 29 mars 2016	WHC/région arabe

conservation des sites du patrimoine mondial			
Réunion de consultation thématique d'experts sur la gestion durable des biens du patrimoine mondial d'intérêt religieux axée sur l'Europe méditerranéenne et du Sud-Est	Siège de l'UNESCO	16-18 février 2016	WHC, Initiative sur le patrimoine d'intérêt religieux
Session d'Orientation pour les membres du Comité du patrimoine mondial	Siège de l'UNESCO	18 février 2016	WHC/PSM
Atelier sur la préparation aux risques pour les pays anglophones d'Afrique	Brandberg, Namibie	19 février - 3 mars 2016	WHC AWHF
Identification de sites potentiels du patrimoine mondial marin dans la région arctique	Siège de l'UNESCO	25-26 février 2016	Programme mondial marin et polaire de l'UICN / Programme marin du patrimoine mondial
Colloque sur la reconstruction post-trauma	ICOMOS, Charenton-le-Pont, France	4 mars 2016	ICOMOS
De la conservation à la reconstruction : l'influence du patrimoine mondial sur la théorie et la pratique	Table ronde organisée par la Chaire de Recherche du Canada en patrimoine bâti (École d'architecture, Faculté de l'aménagement, Université de Montréal)	9-11 mars 2016	DIR/WHC et experts
Réunion ICOMOS/UICN sur l'évaluation et les processus en amont	ICOMOS, Charenton-le-Pont, France	9 mars 2016	ICOMOS

Volontariat pour le patrimoine mondial 2016	Campagne mondiale	D'avril à novembre 2016	WHC, Programme d'éducation des jeunes au patrimoine mondial
Forum du patrimoine mondial de la jeunesse Afrique : renforcement de la participation des jeunes à la promotion et à la protection du patrimoine mondial africain	Site de Robben Island, Afrique du Sud	28 avril – 4 mai 2016	WHC, Programme d'éducation des jeunes au patrimoine mondial
Conférence internationale : le patrimoine mondial africain, moteur de développement durable	Arusha, Tanzanie	31 mai – 3 juin 2016	WHC/AFR
Réunion d'information sur la 40e session pour les membres du Comité du patrimoine mondial et les États parties	Siège de l'UNESCO	14 juin	WHC/PSM
8e forum des jeunes Latino-américains sur le patrimoine mondial	Madrid, Espagne	3-9 juillet	Subdirección General de Protección de Patrimonio, Ministerio de Educación, Cultura y Deporte  WHC, Programme d'éducation des jeunes au patrimoine mondial
Forum des jeunes sur le patrimoine mondial 40 COM	Istanbul, Turquie	1-10 juillet 2016	WHC, Programme d'éducation des jeunes au patrimoine mondial
Centre du patrimoine mondial/Organisations consultatives	Istanbul, Turquie	9 juillet 2016	WHC/PSM
Session d'orientation pour la 40e session du Comité du patrimoine mondial	Istanbul, Turquie	10 juillet	ICCROM, WHC/PSM
40e session du Comité du patrimoine mondial	Istanbul, Turquie	10-20 juillet 2016	WHC/PSM

Terra 2016 - XIIe Congrès mondial sur les architectures de terre	Lyon, France	11-14 juillet 2016	ICOMOS
3e réunion des gestionnaires de sites marins du patrimoine mondial	Îles Galápagos, Équateur	27 août - 3 septembre 2016	WHC, Programme marin
Congrès mondial de la nature UICN 2016 - Planète à la croisée des chemins	Hawaï, États-Unis	1-10 septembre 2016	UICN
ICOMOS 2016 : Assemblée générale annuelle et Comité consultatif	Istanbul, Turquie	15-21 octobre 2016	ICOMOS

**RAPPORT SUR L'AUTORISATION D'UTILISATION DE L'EMBLÈME DU PATRIMOINE MONDIAL****(Mars 2015 - mars 2016)**

Selon la nature des demandes, celles-ci sont gérées par l'Unité des Services communs des conventions, ou dirigées vers l'organe compétent (Secteur de l'UNESCO pour les Relations extérieures et l'information du public, commissions nationales, autres secteurs de l'UNESCO ou autre).

Les demandes d'utilisation de l'emblème du patrimoine mondial sont traitées par l'Unité des services communs des conventions, conformément au Chapitre VIII des *Orientations*, complété par le tableau d'utilisations de l'emblème du patrimoine mondial (Annexe 14) élaboré pour servir de guide complémentaire à la prise de décisions. Ce tableau a été adopté à la 39e session du Comité du patrimoine mondial à Bonn (Allemagne), avec d'autres révisions des *Orientations*.

Entre le 1er mars 2015 et le 25 mars 2016, l'Unité des Services communs des conventions a reçu et répondu à 196 demandes liées à l'emblème du patrimoine mondial :

- 43 demandes émanant de sites du patrimoine mondial ou des autorités nationales compétentes pour la création de l'emblème spécifique pour utilisation dans de la documentation et/ou durant des événements spéciaux ;
- 4 demandes émanant d'autorités nationales pour la création des emblèmes de l'intégralité de leurs sites du patrimoine mondial en plusieurs langues ;
- 87 demandes d'entités gestionnaires de sites du patrimoine mondial ou d'autorités locales ou nationales pour la validation de matériel contenant un emblème composé UNESCO/patrimoine mondial ;
- 5 demandes émanant de Bureaux hors-Siège de l'UNESCO ou d'autres secteurs de programme de l'UNESCO pour des activités liées au patrimoine mondial ;
- 36 demandes émanant de commissions nationales, d'institutions, de programmes ou autres pour l'utilisation de l'emblème pour une activité ou des éléments de documentation ou d'information (voir tableau ci-dessous) ;
- 21 demandes refusées pour non-conformité avec les *Orientations*.

Durant cette période, l'Unité des Services communs des conventions a également traité 7 cas d'usage abusif tels que : emblème du patrimoine mondial copié et utilisé sans demande formelle ni autorisation préalable ; emblème du patrimoine mondial modifié et/ou associé à un logo local ; emblème du patrimoine mondial utilisé pour des événements ou des activités n'ayant reçu aucun soutien du Centre du patrimoine mondial ; sites du patrimoine mondial ayant modifié l'emblème du patrimoine mondial pour créer leur propre logo, etc.

Dans de tels cas, les entités responsables ont été contactées et priées de retirer ces logos non autorisés et/ou de les remplacer par le logo officiel autorisé le cas échéant. Les autorités nationales ont été informées et le service juridique de l'UNESCO a été consulté lorsque nécessaire.

Ne figurent pas dans ce tableau :

- Les demandes d'utilisation des emblèmes de l'UNESCO et du patrimoine mondial dans le cadre d'accords contractuels ou de partenariats (cf. Annexe 4 du document) ;
- Les utilisations faites par les centres de catégorie 2 de leur logo propre sauf demande d'utilisation d'un autre logo ;
- Les demandes d'utilisation de l'emblème accordées directement par les commissions nationales ou les points focaux nationaux pour l'emblème du patrimoine mondial.

**Toutes les demandes ci-dessous (par ordre alphabétique des États parties) ont été préalablement acceptées par les États parties concernés.**

Pays	Partie requérante	Date de réception	Description	Emblème accordé	Commentaire
Afrique du Sud	Oxford University Press South Africa	18/06/2015	Illustration d'une page contenant un paragraphe sur la Sterkfontein dans un livre intitulé « Managing Tourism in SA 2e perm 16 »	Emblème du patrimoine mondial seul	
Allemagne	Commission nationale	23/06/2015	Documents d'information du 39e Comité du patrimoine mondial	Convention du patrimoine mondial	
Belgique	Office du tourisme Wallonie-Bruxelles	22/10/2015	Carte touristique de Wallonie, des provinces de Hainaut, Namur et Lièges	Emblème du patrimoine mondial seul	
Belgique	Pays de Charleroi	02/12/2015	Publication d'une carte et d'un guide touristiques du Pays de Charleroi	Emblème du patrimoine mondial seul	
Brunei Darussalam	Ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports	14/01/2016	Illustration d'un manuel bilingue Brunei UNESCO sur la Convention du patrimoine mondial (anglais et malais)	Convention du patrimoine mondial	
Brunei Darussalam	Ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports	14/01/2016	Bannières pour la tournée promotionnelle du manuel Brunei UNESCO sur la Convention du patrimoine mondial	Emblème du patrimoine mondial seul	

Canada	Université de Montréal	26/01/2016	Espace public organisé par la Chaire de Recherche du Canada en patrimoine bâti « De la conservation à la reconstruction »	« Avec le soutien du Centre du patrimoine mondial »	
Canada	Burgess Shale Geoscience Foundation	08/03/2016	Illustration d'une page d'un livre de coloriage pour enfants	Emblème du patrimoine mondial seul	En attente de commentaires des autorités canadiennes
Danemark	Kulturstyrelsen / Agence danoise pour la Culture	03/09/2015	Panneaux routiers	Emblème du patrimoine mondial seul	
Équateur	Parc des Galápagos	22/07/2015	Attestation de participation du personnel de la réserve marine à une formation régionale	« Avec le soutien du Centre du patrimoine mondial »	
Espagne	Gerencia de Urbanismo del Ayuntamiento de Sevilla	26/03/2015	Application Smartphone avec des informations sur la cathédrale, l'Alcázar et l'Archivo de Indias de Séville.	Emblème du patrimoine mondial seul	Emblème propre au site de patrimoine mondial recommandé mais décision finale en attente
Espagne	Commission nationale	28/07/2015	Spot promotionnel sur les 15 villes espagnoles du patrimoine mondial	Emblème du patrimoine mondial seul	
États-Unis	Los Compadres	15/01/2016	Programme du gala de charité annuel pour les missions de San Antonio	Emblème du patrimoine mondial seul	
France	Réseau des sites majeurs de Vauban	11/01/2016	Carte touristique du Mont Canigou indiquant deux fortifications Vauban	Emblème du patrimoine mondial seul	
France	Bassin minier Nord-Pas de Calais	25/03/2015	Cartographie du Bassin minier du Nord-Pas de Calais	Emblème du patrimoine mondial seul	
France	Bassin minier Nord-Pas de Calais	07/04/2015	Livre illustré pour enfants	Emblème du patrimoine mondial seul	

France	Albi	28/05/2015	Panneaux routiers autour d'Albi	Emblème du patrimoine mondial seul	
France	Association des biens français du patrimoine mondial	13/07/2015	Premier séminaire des associations européennes du patrimoine mondial, 15 et 16/10/2015, Strasbourg	« Avec le soutien du Centre du patrimoine mondial »	
Italie	Centro Interdipartimentale di Ricerca in Urbanistica	29/02/2016	Carrefour de réflexion "The Science of the City"	« Avec le soutien du Centre du patrimoine mondial »	
Japon	Fédération nationale des associations UNESCO du Japon	07/08/2015	Livre 2015 du patrimoine mondial	Emblème du patrimoine mondial seul	
Nouvelle-Zélande	Poste de Nouvelle-Zélande	10/04/2015	Timbres	Patrimoine mondial néo-zélandais	
Pays-Bas	Karakter Uitgevers BV	07/01/2016	Livre de coloriage point à point bilingue avec 50 monuments de la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO	Emblème du patrimoine mondial seul ?	En attente de la page avec l'emblème
Royaume-Uni	7 sites britanniques du patrimoine mondial	20/11/2015	Utilisation de l'emblème du patrimoine mondial dans le logo créé pour le 30e anniversaire de l'inscription de 7 sites au patrimoine mondial*	Emblème du patrimoine mondial seul	
Royaume-Uni	7 sites britanniques du patrimoine mondial	22/02/2016	Production d'un pin's avec le logo du 30e anniversaire pour obtenir des fonds pour les 7 sites concernés	Emblème du patrimoine mondial seul	* Emblème utilisé dans le logo créé pour le 30e anniversaire de l'inscription de 7 sites au patrimoine mondial
Royaume-Uni	World Heritage UK	23/02/2016	Brochure de présentation de la nouvelle association caritative « World Heritage UK » créée pour mettre en réseau les 29 sites	Emblème du patrimoine mondial seul	

			britanniques du patrimoine mondial		
Tunisie	Université Ibn Khaldoun	07/09/2015	Conférence sur la conservation urbaine	« Avec le soutien du Centre du patrimoine mondial »	

## Inventaire des partenariats du patrimoine mondial

La décision **37 COM 5D** demandait au Secrétariat de continuer à rendre compte, de manière analytique, de la mise en œuvre de la stratégie du PACTe en soumettant à chaque session ordinaire du Comité du patrimoine mondial un inventaire détaillé des partenariats en cours et envisagés, en tant qu'Annexe au Rapport du Centre du patrimoine mondial, en utilisant le modèle en vigueur.

Le **Tableau 1** présente une liste des partenariats en cours entre le Centre du patrimoine mondial, le secteur privé et les fondations en date de mars 2016, établis selon la stratégie de PACTe adoptée par le Comité du patrimoine mondial à sa 37e session en 2013 ainsi que le cadre réglementaire de PACTe. Cette liste n'inclut pas les partenariats du patrimoine mondial avec le secteur privé établis et mis en œuvre par les Bureaux hors Siège, ni les partenariats avec les ONG engagées dans la réalisation de programmes au niveau des pays.

Pour chaque partenariat, le tableau donne, par ordre alphabétique du nom des partenaires, une description, les montants perçus en 2015 (le cas échéant), les résultats escomptés, les principaux produits/résultats obtenus, l'utilisation de l'emblème et une évaluation indicative des bénéfices pour le patrimoine mondial. Il lie également chaque partenariat aux objectifs stratégiques correspondants (les « 5 C ») et aux bénéfices qui en résultent.

Le tableau indique aussi les dates de signature et d'expiration de chaque partenariat et, le cas échéant, si le partenariat est nouveau, s'il a été renouvelé depuis la dernière session du Comité, si un renouvellement est envisagé dans la période allant du rapport actuel au prochain rapport au Comité ou si le partenariat a été terminé depuis le dernier rapport soumis au Comité. Au cours de la période de mars 2015 à mars 2016, cinq nouveaux partenariats ont été signés et un partenariat a été renouvelé.

Le **Tableau 2** présente les partenariats potentiels en cours de discussion ou qui font actuellement l'objet d'une évaluation interne et/ou d'une validation externe.

**Tableau 1 - INVENTAIRE DES PARTENARIATS DU PATRIMOINE MONDIAL EN COURS EN DATE DE MARS 2016 (par ordre alphabétique)**

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus en 2015 <sup>1</sup> (en dollars EU ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème <sup>2</sup>	Accords signés <sup>3</sup>	Évaluation des bénéfices	Objectifs stratégiques et domaines de coopération pertinents
1	<p><b>A&amp;E Television Networks LLC. - HISTORY (Channel), États-Unis</b></p> <p>Production de documentaires et d'histoires audiovisuelles produites et diffusées par HISTORY.</p> <p>169 500 dollars EU(pour 3 ans).</p>	56 500	Compréhension accrue de la Convention du patrimoine mondial au niveau mondial, et en particulier aux États-Unis.	HISTORY fait connaître le patrimoine mondial par ses 4 lettres d'information trimestrielles Idea Book for Educators envoyées à 300 000 enseignants abonnés ; assure une visibilité en ligne (sites internet Save our history et HISTORY classrooms) ; prépare des annonces d'intérêt public pour diffusion télévisuelle et en ligne.	Dans les annonces d'intérêt public et les documents associés au projet.	<p>Fonds-en-dépôt signé le 18 mai 2011</p> <p>Début : mai 2011</p> <p>Prolongé en mai 2014</p> <p>Fin : mai 2017</p>	<p>Promotion mondiale du PM. Les films promotionnels peuvent être visionnés sur YouTube et sur le site internet du Centre du patrimoine mondial.</p> <p>Ce projet a amené le bureau A&amp;T du Royaume-Uni à produire une série de nouveaux documentaires sur le patrimoine mondial concernant des sites polonais et britanniques (<a href="http://www.history.co.uk/shows/unesco/about.html">www.history.co.uk/shows/unesco/about.html</a>).</p> <p>Production d'un clip vidéo sur les partenariats du patrimoine mondial.</p> <p>Participation à l'initiative #Unite4Heritage.</p>	<p>Communication</p> <p>Éducation</p>

<sup>1</sup>Les montants reçus en 2015 n'ont pas été certifiés par le Bureau de la gestion financière de l'UNESCO.

<sup>2</sup>Strictement réglementé selon les termes de l'accord signé (en particulier chaque ressource comportant le nom, le logode l'UNESCO et l'emblème du Centre du patrimoine mondial feront l'objet de l'approbation par le Centre du patrimoine mondial et si nécessaire par ERI)

<sup>3</sup>Tous les accords sont disponibles sur le site internet du Centre du patrimoine mondial <http://whc.unesco.org/fr/accords> (pages protégées par des mots de passe et réservées aux États parties)

2	<p><b>Commission nationale coréenne pour l'UNESCO, République de Corée*</b></p> <p>Soutient le développement de nouveaux partenariats pour la conservation du patrimoine mondial.</p> <p>100 000 dollars EU (pour 3 ans).</p> <p><b>NOUVEAU</b></p> <p>*Cette contribution est versée par une Commission nationale mais elle est quand même indiquée dans la mesure où les fonds ont été donnés par des sociétés coréennes suite à l'initiative de la Commission nationale coréenne.</p>	---	<p>Renforcement de la capacité du Secrétariat à mobiliser des ressources du secteur privé notamment pour soutenir des sites figurant sur la Liste du patrimoine mondial en péril.</p>	<p>Organisation d'événements en marge du Comité du patrimoine mondial (sessions 2016-2018) pour présenter la coopération en cours avec le secteur privé et sensibiliser de nouveaux prospects.</p>	<p>Sur des communiqués de presse et à l'occasion des événements des partenaires.</p>	<p>Lettre de contribution au Fonds du patrimoine mondial signée en novembre 2015.</p>	<p>À l'issue des trois ans, les résultats de la mobilisation de ressources dans le cadre de l'événement des partenaires seront communiqués.</p>	<p>Communication Conservation</p>
3	<p><b>FNAUJ (Fédération nationale des associations UNESCO du Japon) et société DeNa, Japon</b></p> <p>Accord tripartite de financement du patrimoine mondial au moyen d'un jeu en ligne intégrant 100 sites du patrimoine mondial.</p> <p>Dons en ligne.</p>	---	<p>Sensibilisation, notamment des jeunes, au patrimoine mondial.</p>	<p>Développement du jeu « World Heritage Runner ».</p>	<p>Dans le jeu.</p>	<p>Lettre d'accord signée en mars 2015</p> <p>Fin : février 2017</p>	<p>À indiquer par les partenaires.</p>	<p>Communication Éducation</p>
4	<p><b>Fondation Franz Weber, Suisse</b></p> <p>La Fondation Franz Weber soutient le Fonds de réponse rapide et les projets de préservation du patrimoine naturel.</p> <p>750 000 dollars EU (pour 5 ans).</p>	150 000	<p>Fonds de réponse rapide amélioré grâce à un financement supplémentaire (le Fonds a été créé en 2005 avec Fauna and Flora International afin de lever des fonds pour répondre aux situations d'urgence</p>	<p>En 2015, le Fonds de réponse rapide a reçu 27 demandes de petites subventions d'urgence : 19 d'Afrique, 3 d'Amérique latine et des Caraïbes et 5 des régions Asie-Pacifique.</p> <p>Deux subventions ont été accordées en Afrique et une en</p>	<p>Sur les sites internet respectifs et sur les documents concernant le projet.</p>	<p>Fonds-en-dépôt</p> <p>Début : janvier 2013</p> <p>Fin : janvier 2018</p>	<p>- La contribution de la Fondation Weber au Fonds de réponse rapide a déjà permis de financer deux subventions depuis mars 2015. En République démocratique du Congo, le Fonds de réponse rapide a subventionné l'achat de matériel essentiel pour les</p>	<p>Conservation Renforcement des capacités Communautés</p>

			sur les sites du patrimoine naturel).  Préservation améliorée de la Réserve de faune de Dja, Cameroun, menacée par le braconnage et l'impact négatif de l'exploitation minière et du déboisement.	Amérique latine pour un montant de 40 719 dollars EU.  Sur le site de Dja, actions pilotes pour améliorer les sources de revenus des communautés locales, campagne d'éducation contre le braconnage, préparation d'une étude d'impact environnemental et social.			postes d'observation des actes de braconnage du parc national de la Garamba en octobre 2015. En Colombie, le Fonds de réponse rapide a versé une subvention au Sanctuaire de faune et de flore de Malpelo pour améliorer la conservation du récif corallien.  - Une étude environnementale et sociale sur le site de Dja a déjà été établie, en coopération avec les autorités locales ; elle servira à la conservation durable du bien.	Patrimoine mondial naturel
5	<b>Fonds Culturel Arts et Ouvrages, France</b>  <b>Partenariat stratégique pour soutenir des projets de conservation sur des sites figurant sur la Liste du patrimoine mondial en péril.</b>  <b>420 000 dollars EU (pour 18 mois).</b>  <b>TERMINÉ</b>	---	Conservation à long terme des sites du patrimoine mondial et retrait de ces sites de la Liste du patrimoine mondial en péril	Préservation et numérisation de manuscrits à Bamako et Tombouctou (Mali).  Études des conditions de conservation et détermination de méthodes appropriées de stabilisation pour le site d'Abou Mena (Égypte).  Établissement d'un plan de gestion avec un programme de conservation et des dispositions de gestion des risques et d'utilisation publique pour le site de Coro et son port, Venezuela.	Site internet.  Brochures et autre documentation imprimée.	Fonds-en-dépôt signé en mai 2014  Fin : novembre 2015	Le donateur n'ayant pas honoré ses obligations financières, le partenariat a été résilié par l'UNESCO	Conservation  Sites du patrimoine mondial en péril
6	<b>GOOGLE Inc., États-Unis</b>  Le projet permet aux internautes de visiter virtuellement une sélection de biens du patrimoine mondial.  Non financier.  <b>RENOUVELÉ (RECONDUCTION TACITE TOUS LES ANS)</b>	---	Aider à diffuser le message sur la préservation du PM et lui permettre d'atteindre un vaste public. Sensibilisation accrue dans le monde entier.	Le site internet du projet World Wonders de Google permet des visites virtuelles des sites du patrimoine mondial.	Sur le site internet du projet World Wonders de Google.	Accord de licence.  Début : 29 mai 2012	Les efforts visent à étendre le partenariat pour renforcer les bénéfices pour le patrimoine mondial.	Communication
7	<b>GSP – Our Place World Heritage Ltd et Our Place Publishing Ltd, Nouvelle-Zélande</b>	---	Banque de photos enrichie et sensibilisation accrue aux sites du PM.	Our Place et son réseau international de photographes professionnels enrichissent une vaste base de données d'images pour aider à la promotion des	Sur le site internet et dans des expositions organisées par Our Place et	Compte spécial du Fonds du patrimoine mondial.	Our Place a actuellement photographié plus de 370 sites du patrimoine mondial dans 84 pays et possède des archives de plus de 45 000 images du	Communication

	<p>Création d'une base de données d'images sur le patrimoine mondial.</p> <p>OUR PLACE fournit des photos pour les galeries du site internet du Centre du patrimoine mondial et a également fourni de nombreuses images pour des publications de l'UNESCO et de tiers associés.</p> <p>Non financier.</p>			efforts de conservation et du message du PM.	présentant des images du PM.	<p>Protocole d'entente signé en 2006.</p> <p>Premier accord de partenariat signé en 2008 et terminé en 2012.</p> <p>Nouvel accord Début : mars 2014</p> <p>Fin : mars 2017</p>	<p>patrimoine mondial aux droits exclusifs.</p> <p>Accessibilité à cette base de données pour l'UNESCO et pour les sites du patrimoine mondial.</p> <p>Participation à l'initiative #Unite4Heritage.</p>	
8	<p><b>JAEGER-LECOULTRE (Manufacture), Suisse</b></p> <p>Partenariat de développement et de sensibilisation au programme marin.</p> <p>420 000 euros (pour 3 ans). (140 000 euros par an).</p> <p><b>À RENOUVELER</b></p>	154 866	<p>Soutien à la mise en œuvre du Programme marin du Centre du patrimoine mondial avec un soutien statutaire aux activités du Centre du patrimoine mondial concernant les biens marins.</p> <p>Sensibilisation accrue au PM, en particulier aux 47 sites marins + contributions ciblées en coopération avec certains sites.</p>	<p>Soutient un réseau mondial de gestionnaires de sites partageant les meilleures pratiques de gestion et servant de modèles pour d'autres aires marines protégées du monde.</p> <p>Appuie l'expert marin dans la gestion des dossiers sur l'état de conservation du patrimoine mondial et dans les autres tâches du Centre du patrimoine mondial concernant les biens marins.</p>	Documentation sur le projet.	<p>Fonds-en-dépôt signé en mars 2014</p> <p>Fin : mars 2017</p>	<p>Le projet permet au Centre du patrimoine mondial de continuer à proposer une expertise technique sur les dossiers sur l'état de conservation des sites naturels (marins), notamment pour la Grande Barrière, le récif de la barrière du Belize, le parc national du Banc d'Arguin, etc.</p>	<p>Conservation</p> <p>Crédibilité</p> <p>Renforcement des capacités</p> <p>Communautés</p> <p>Communication</p> <p>Patrimoine naturel (marin)</p>
9	<p><b>Khaled bin Sultan Living Oceans Foundation</b></p> <p><b>TERMINÉ</b></p>	75 000	Mise en œuvre de la recommandation 5 de l'évaluation de la stratégie globale 2011.	Présentation au Comité du patrimoine mondial (40e session) d'une publication sur la valeur universelle exceptionnelle des aires marines au-delà des limites de la juridiction nationale. En collaboration avec l'UICN.	Publication et communication sur le projet.	<p>Lettre de dotation supplémentaire pour le Programme marin du Centre du patrimoine mondial.</p> <p>Début : juillet 2014</p>	<p>Le projet fournit aux États parties une première analyse de la valeur universelle exceptionnelle des aires marines au-delà des limites de la juridiction nationale, qui couvrent plus de 50 % de la planète. Les réalisations aideront les États parties, tels que ceux concernés par la dorsale médio-atlantique, et contribueront au travail d'autres</p>	<p>Conservation</p> <p>Crédibilité</p>

						Fin : décembre 2015	conventions internationales importantes telles que la Convention sur la diversité biologique.	
10	<b>Kobi Graphis pour le compte de PANASONIC, Japon</b> 1 000 000 dollars EU (pour 2 ans). <b>TERMINÉ</b>	---	Sensibilisation accrue à la préservation des sites du patrimoine mondial et au développement durable.  Mobilisation renforcée des jeunes sur les problématiques de la préservation du patrimoine mondial et de l'environnement.  Meilleure préservation des sites du patrimoine mondial.	Appui aux activités des Forums de jeunes sur le patrimoine mondial organisés par l'UNESCO.  Appui au Programme UNESCO de Volontaires du patrimoine mondial.  Mise en œuvre du « Programme d'apprentissage écologique pour le patrimoine mondial » pour sensibiliser les enfants de 9 à 11 ans à la préservation du PM.  Lancement de campagnes internationales dans les journaux et à la télévision sur la protection de l'environnement comme message international institutionnel général, à partir de juin 2013.  Appui à la production du programme télévisé de 60 mn de National Geographic sur le PM intitulé « The World Heritage Special », de juin 2013 à mars 2015.  Soutien au magazine trimestriel de l'UNESCO Patrimoine mondial.  Soutien à des projets précis de conservation du patrimoine mondial.	Publicités dans les journaux et à la télévision. Programme TV « World Heritage Special » du National Geographic.  Documentation utilisée sur les sites du PM dans le cadre de l'éducation écologique au patrimoine mondial.  Centres d'expositions Panasonic sur le patrimoine mondial.	Accord de Fonds-en-dépôt  Début : mai 2011  Fin : 2013  Nouvel accord en juillet 2013  Fin : juillet 2015	Le partenariat a fait l'objet d'une évaluation externe conformément aux règles de l'UNESCO régissant les partenariats supérieurs à 500 000 dollars EU, pour étudier la pertinence, la performance et la mise en œuvre du partenariat.  Publié en juin 2015, l'évaluation est consultable sur la page : <a href="http://whc.unesco.org/fr/partenaire/280/">http://whc.unesco.org/fr/partenaire/280/</a> .	Conservation  Communication  Renforcement des capacités  Communautés  Éducation

11	<p><b>KOBI GRAPHIS, Japon</b></p> <p>Production du calendrier du PM de Panasonic et du calendrier du PM version jeunes.</p> <p>Contribution annuelle de 55 000 dollars EU + royalties.</p> <p><b>RENOUVELÉ</b></p>	55 000 + 3 446 (royalties)	Sensibilisation accrue au patrimoine mondial.	<p>Production du calendrier du PM de Panasonic et du calendrier du PM version jeunes.</p> <p>Création d'une version internet en 2011.</p> <p>Application iPad gratuite lancée en 2012, ainsi que plusieurs expositions organisées au Japon au cours de la même année.</p> <p>Calendrier vendu à la librairie de l'UNESCO.</p>	Calendrier, site internet et application iPad.	<p>Compte spécial du Fonds du patrimoine mondial.</p> <p>Accords de partenariats signés en 1996, 2001, 2007 et prolongés par amendements.</p> <p>Début : 1996</p> <p>Fin : 2019</p>	L'application du Calendrier du PM a été recommandée par Apple et a figuré dans la liste des 10 applications les plus populaires.	Communication
12	<p><b>MONNAIE DE PARIS, France</b></p> <p>Création, production et distribution de pièces représentant des sites du PM.</p> <p>Royalties.</p> <p><b>TERMINÉ</b></p>	---	<p>Sensibilisation accrue aux sites du PM à travers des collections de pièces emblématiques.</p> <p>Augmentation du réseau mondial de collectionneurs d'emblèmes du patrimoine mondial.</p>	Séries lancées en 2007, 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012 : Grande Muraille de Chine ; Grand Canyon, États-Unis ; Kremlin, Fédération de Russie ; Taj Mahal, Inde ; Château de Versailles, France ; Abou Simbel, Égypte.	Sur les pièces.	<p>Compte spécial du Fonds du patrimoine mondial.</p> <p>Accords de licence signés en 2007, 2008, 2009, 2011.</p> <p>Début : 2007</p> <p>Fin : 2015 : en particulier pour les pièces « Versailles » et « Abou Simbel »</p>	À la suite d'un processus d'appel d'offres, l'UNESCO (ERI) a signé un accord de partenariat en 2012 avec PAMP S.A. (Suisse) pour centraliser les programmes numismatiques de l'UNESCO. Depuis, le Centre du patrimoine mondial n'est plus habilité à conclure de contrats avec une Monnaie nationale ou une Banque centrale. Le partenariat avec la Monnaie de Paris ne sera donc pas prolongé.	Communication

13	<p><b>NIPPON HOSO KYOKAI (NHK), Japon</b></p> <p>Création d'une série de documentaires pour la télévision japonaise sur le PM et le patrimoine immatériel pour contribuer à créer une base de données de vidéos « Initiative pour l'archivage d'images du patrimoine ».</p> <p>Non financier.</p>	---	Sensibilisation accrue au PM.	<p>Base de données d'images vidéo numériques haute définition du patrimoine mondial et immatériel. Mise en place de l'« Initiative pour l'archivage d'images du patrimoine ». Série de 100 documentaires TV numériques haute définition sur le patrimoine mondial et immatériel. Les films sont disponibles en ligne sur les sites internet de l'UNESCO/Centre du patrimoine mondial.</p> <p>1202 vidéos téléchargées en ligne en 5 langues.</p>	Dans les documentaires.	<p>Protocole d'entente signé en 2003 avec ERI.</p> <p>Accord de partenariat signé en 2004 et accord de projet en 2004 et 2005.</p> <p>Accord de partenariat et accord de projet signés en 2009.</p> <p>Troisième accord de partenariat signé en 2012.</p> <p>Nouveau protocole d'entente signé avec le Centre du patrimoine mondial en avril 2015 pour continuer à promouvoir le patrimoine mondial avec les documentaires existants. Aucun autre documentaire n'est prévu.</p> <p>Pas de date de fin.</p>	<p>Fournit une base de données d'images vidéo à l'UNESCO. Ces images sont payantes pour les utilisateurs et partenaires extérieurs.</p> <p>Les vidéos et la base de données en ligne ont été financées par des contributions du gouvernement japonais.</p> <p>Le programme s'est terminé en 2014. Une lettre de la NHK, en mai 2015, autorise l'UNESCO à continuer d'utiliser les images produites par la NHK pendant la période de coopération.</p>	Communication
----	---	-----	-------------------------------	--	-------------------------	--	--	---------------

14	<p><b>Polynesian Voyaging Society</b></p> <p>Sensibilisation au patrimoine mondial et, notamment, aux sites marins, avec des histoires, des photos et des films pris au cours des expéditions.</p> <p>Non financier.</p>	---	<p>Renforcement de la sensibilisation à la Valeur Universelle Exceptionnelle de 13 sites marins du patrimoine mondial des communautés locales qui y vivent et y travaillent.</p>	<p>Renforcement de la sensibilisation et des échanges des communautés locales de 13 sites marins du patrimoine mondial.</p>	<p>Documentation sur le projet.</p>	<p>Lettre d'accord</p> <p>Début : novembre 2014</p> <p>Fin : novembre 2017</p>	<p>Ce projet est particulièrement destiné aux petits États insulaires en développement possédant des sites marins du patrimoine mondial, pour sensibiliser les communautés locales aux difficultés de conservation et à la valeur des sites du patrimoine mondial.</p>	<p>Communautés</p> <p>Communication</p> <p>Conservation</p>
15	<p><b>Seabourn, États-Unis</b></p> <p>Partenariat stratégique axé sur la sensibilisation à la conservation du patrimoine et au tourisme durable en mobilisant des ressources durables pour la conservation à long terme du patrimoine mondial.</p> <p>1 282 850 dollars EU (pour 4 ans).</p>	166 667	<p>Sensibilisation accrue et soutien à la protection et à la sauvegarde des biens du patrimoine et du patrimoine mondial et au développement durable du tourisme par un groupe d'acteurs influent.</p> <p>Efficacité démontrée de la préservation de la valeur culturelle et naturelle des sites du patrimoine mondial avec des activités de renforcement des capacités destinées aux gestionnaires de sites et autres acteurs.</p> <p>Renforcement de l'implication des groupes d'acteurs clés au moyen d'un programme incitatif visant à impliquer les communautés locales et le secteur privé du tourisme présent dans et autour des biens du patrimoine mondial.</p>	<p>Établissement et promotion de produits et services touristiques authentiques, durables et responsables assurant une expérience de grande qualité et un faible impact lors des visites des sites du patrimoine mondial.</p> <p>Renforcement de la sensibilisation des acteurs clés avec des activités de communication ciblées.</p> <p>Renforcement des capacités des gestionnaires de sites avec des activités de renforcement des capacités des réseaux transnationaux.</p>	<p>Site internet et clips vidéo.</p> <p>Brochures et autre documentation imprimée expliquant la Convention du patrimoine mondial.</p>	<p>Accord-cadre signé en mars 2016</p> <p>Annule et REMPLACE l'intégralité de l'accord-cadre signé le 19 mai 2014, avec de nouvelles modalités (minimum garanti).</p> <p>Fin : décembre 2019</p>	<p>Le partenariat Seabourn a démontré qu'il était possible de sensibiliser et de mobiliser les voyageurs avec un partenaire du secteur privé.</p> <p>Ce soutien a permis au Programme sur le Patrimoine Mondial et le tourisme durable de l'UNESCO de mettre en œuvre son plan d'actions et obtenu un financement supplémentaire de la Commission européenne de 1,5 million d'euros.</p> <p>Le partenaire s'est aussi engagé à soutenir la campagne Unite4Heritage de l'UNESCO qui sera incluse dans les activités de communication programmées pour 2016.</p>	<p>Tourisme durable</p> <p>Sensibilisation</p> <p>Renforcement des capacités</p> <p>Conservation</p>
16	<p><b>Semaine de l'architecture de Prague, République tchèque</b></p> <p>Sensibilisation à la Convention du patrimoine mondial et, notamment, à</p>	14 465	<p>Compréhension accrue de la Recommandation concernant le paysage urbain historique et des politiques de l'UNESCO sur le développement et la</p>	<p>Organisation du projet éducatif « Playful Architecture » (architecture par le jeu).</p>	<p>Sur les supports de communication pour la semaine de l'architecture de Prague, sur</p>	<p>Contrat de partenariat signé en octobre 2015</p>	<p>Cette manifestation est une plateforme internationale permettant de discuter des questions liées à la Convention du patrimoine mondial. Les résultats en termes de visibilité</p>	<p>Communication</p> <p>Éducation</p>

	l'architecture, à l'urbanisme et à l'aménagement paysager. 169 500 dollars EU (pour 3 ans).		sauvegarde architecturaux et urbains.  Sensibilisation des jeunes à la préservation du patrimoine architectural.		le catalogue, le site Internet du partenaire, la correspondance et les expositions conjointes.	Fin : Octobre 2018	et de sensibilisation seront communiqués au bout de la première année de coopération.	
17	<b>TOKYO BROADCASTING SYSTEM (TBS), Japon</b>  Production d'une série de films de 30 minutes sur le patrimoine mondial intitulée « Le patrimoine mondial » diffusée chaque semaine par TBS.  Depuis 2006 : 40 000 dollars EU par an.  <b>RENOUVELÉ (RECONDUCTION TACITE TOUS LES ANS)</b>	40 000	Sensibilisation accrue aux sites du patrimoine mondial.	650 films ont été produits.	Sur les documentaires et les brochures sur le projet.	Compte spécial du Fonds du patrimoine mondial. Accord avec la FNUAJ en 1996.  Accord avec le Centre du patrimoine mondial depuis 2006.	Audience mondiale.  Nombre total de téléspectateurs regardant ce programme chaque mois : 20 millions (moyenne estimée pour 2015).	Communication
18	<b>Underwater Earth</b>  Films et études sur les sites marins du patrimoine mondial et évaluations basées sur des observations.  Non financier. <b>TERMINÉ</b>	-----	Sensibilisation aux sites marins du patrimoine mondial à l'échelle mondiale + base de photos et vidéos professionnelles de haute qualité sur les sites marins du patrimoine mondial libres de droits non commerciaux + information sur l'état de conservation des sites	Renforcement de la sensibilisation et de l'information sur les tendances de conservation des sites marins du patrimoine mondial.	Documentation sur le projet.	Lettre d'accord Signature en novembre 2014  Fin : novembre 2015	Ce projet est intéressant pour les sites et le Centre du patrimoine mondial en sensibilisant aux difficultés de conservation + en proposant des vidéos et une base de données sur les sites marins.	Renforcement des capacités  Communication  Conservation

**Tableau 2 - INVENTAIRE DES PARTENARIATS DU PATRIMOINE MONDIAL ENVISAGÉS EN DATE DE MARS 2015(par ordre alphabétique)**

N°	Partenaire	Résultats escomptés	Principaux résultats positifs	Utilisation de l'emblème	Objectifs stratégiques
1	<b>Community Jameel, Émirats arabes unis</b> Contribution financière escomptée.	Réhabilitation du patrimoine culturel suite à des conflits ou une catastrophe naturelle	Initiative pilote à déterminer et campagne de communication.	Sur la campagne.	Communication
2	<b>EVERGREEN DIGITAL CONTENTS &amp; DENTSU, Japon</b> Contribution financière escomptée.	Renforcement de la sensibilisation des jeunes Japonais à la préservation des sites du patrimoine mondial.	Développement d'outils éducatifs avec les nouvelles technologies.	Sur les supports liés au projet éducatif (site Internet, publicités, dessin animé).	Communication Éducation
3	<b>LG Electronics, République de Corée</b> Contribution financière escomptée.	Sensibilisation aux problèmes environnementaux et renforcement des capacités en Afrique.	1) Campagne de communication sur le patrimoine mondial et le changement climatique, 2) Activités de conservation en Afrique, 3) Concours sur le patrimoine culturel sous-marin	À l'occasion de la campagne de communication, du concours mondial et sur les supports développés conjointement avec le partenaire.	Renforcement des capacités Communication Éducation
4	<b>Mme Pansy Ho, Chine</b> Contribution financière escomptée.	Renforcement des capacités du secteur culturel de l'UNESCO dans le cadre de ses activités éducatives et de formation	1) renforcement de la participation des jeunes à la préservation du patrimoine ; 2) renforcement des capacités pour le tourisme durable à l'échelle mondiale ; 3) soutien des meilleures pratiques en matière de gestion et de préservation du patrimoine avec les Prix UNESCO pour le patrimoine d'Asie et du Pacifique ; 4) aide à la publication du 3e volume de l'ouvrage « Asia Conserved ».	Sur les supports de communication.	Renforcement des capacités Communication Éducation